

09.053

**KVG. Massnahmen
zur Eindämmung
der Kostenentwicklung**

**LAMal. Mesures
pour endiguer
l'évolution des coûts**

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 29.05.09 (BBI 2009 5793)
Message du Conseil fédéral 29.05.09 (FF 2009 5207)
Nationalrat/Conseil national 09.09.09 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 09.09.09 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 25.11.09 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 26.11.09 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 02.12.09 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 07.12.09 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 03.03.10 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 16.06.10 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 20.09.10 (Differenzen – Divergences)
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 23.09.10
Nationalrat/Conseil national 27.09.10 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 30.09.10 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 01.10.10 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 01.10.10 (Schlussabstimmung – Vote final)

1. Bundesgesetz über die Krankenversicherung (Massnahmen zur Eindämmung der Kostenentwicklung)
1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (Mesures pour endiguer l'évolution des coûts)

Art. 52a Abs. 2, 3; Ziff. III Abs. 2

Antrag der Einigungskonferenz
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 52a al. 2, 3; ch. III al. 2

Proposition de la Conférence de conciliation
Adhérer à la décision du Conseil national

Humbel Ruth (CEg, AG), für die Kommission: Die Einigungskonferenz hatte am letzten Donnerstagmorgen zwei Differenzen zu bereinigen. Bei der ersten Differenz, Artikel 52a Absatz 2, stimmte die Einigungskonferenz mit 16 zu 4 Stimmen bei 6 Enthaltungen der Fassung des Nationalrates zu. Danach sind bei gleicher Eignung preisgünstige Medikamente zu verordnen und abzugeben. Ich gehe, nachdem wir diesen Artikel in diesem Rat zweimal diskutiert und mit 122 zu 37 Stimmen bzw. mit 113 zu 47 Stimmen verabschiedet haben, nicht weiter auf die Begründung ein. Die zweite Differenz lag bei der Inkraftsetzung, Ziffer III Absatz 2. Die Einigungskonferenz folgte hier einstimmig dem Antrag des Ständerates. Danach bestimmt der Bundesrat die Inkraftsetzung. Diese Lösung ist vernünftig, zumal die unterschiedlichen Massnahmen eine differenzierte Inkraftsetzung bedingen.

Seit genau einem Jahr diskutieren wir über die Vorlage «Massnahmen zur Eindämmung der Kostenentwicklung». Ursprünglich wurde sie als Dringlichkeitspaket vorgelegt, jetzt wird sie ordentliches Recht. Die Vorlage wurde verschiedentlich kritisiert und bekämpft, wie es zum Schicksal einer KVG-Revision gehört. Sie bringt zehn Massnahmen, welche einen Beitrag zur Eindämmung der Kostenentwicklung leisten. Im Hinblick auf die für das nächste Jahr anstehenden Prämien erhöhungen ist es wichtig, diese Massnahmen jetzt zu verabschieden, damit sie im nächsten Jahr einen Beitrag zur Eindämmung der Kostenentwicklung und damit zur Dämpfung des Prämienwachstums leisten können.

Ich bitte Sie, den Anträgen der Einigungskonferenz zuzustimmen.

Cassis Ignazio (RL, TI), pour la commission: Nous sommes donc en train de traiter le projet relatif aux mesures pour endiguer l'évolution des coûts de la santé. Vous vous rappelez évidemment que nous avons déjà discuté cette question il y a bientôt deux ans; elle était tellement urgente qu'elle est encore pendante devant le Parlement! Toutefois, je suis content que nous soyons arrivés à la fin de l'examen de ce dossier.

La Conférence de conciliation vous demande, à l'article 52a, de soutenir la version de notre conseil. Elle a pris sa décision par 16 voix contre 4 et 6 abstentions.

Comme vous le savez, il s'agit de la question des médicaments génériques et la formulation que nous avions choisie à deux reprises à une grande majorité est plus souple. Elle permet d'achever cette modification de la loi, de manière à ce qu'elle puisse être mise en vigueur le plus tôt possible. Ce sera aussi une manière de donner une réponse à la population par rapport à l'augmentation des coûts de la santé. Due parole in italiano: con questa ultima seduta noi abbiamo la possibilità di chiudere la trattazione della modifica della LAMal che è stata iniziata nel maggio 2009 per cercare di diminuire questo importante aumento dei costi dei premi di cassa malati. La Conferenza di conciliazione è giunta alla conclusione che l'articolo 52a, per quanto riguarda il farmaco generico, sia da preferire nella versione del nostro Consiglio e non in quella del Consiglio degli Stati. La conferenza lo ha deciso con 16 voti favorevoli, 4 contrari e 6 astenuti. Ha inoltre deciso di dare al Consiglio federale la competenza per la messa in vigore della legge. Vi invito quindi a sostenere la versione del nostro Consiglio, che già due volte è stata sostenuta a grande maggioranza in questa sala.

Angenommen – Adopté

09.095

**Jugend und Musik.
Volksinitiative**

**Jeunesse et musique.
Initiative populaire**

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 04.12.09 (BBI 2010 1)
Message du Conseil fédéral 04.12.09 (FF 2010 1)
Nationalrat/Conseil national 27.09.10 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 28.09.10 (Fortsetzung – Suite)

Aubert Josiane (S, VD), pour la commission: L'initiative populaire «Jeunesse et musique» a été déposée le 18 décembre 2008 munie de 153 626 signatures valables. Elle a été lancée par l'association «Jeunesse et musique», force agissante de l'association faîtière du Conseil suisse de la musique, qui réunit 60 organisations et associations, comptant près de 60 000 membres qui animent la vie musicale en Suisse. Un large éventail d'acteurs est concerné allant de la musique populaire au jazz, des choeurs, des fanfares et harmonies en passant par les enseignants de musique, les musiciens professionnels actifs dans les orchestres, les élèves, étudiants et professeurs des écoles de musique et des hautes écoles.

Je donnerai quelques exemples pour illustrer la place qu'occupe la musique.

L'art choral fait partie du paysage musical. Quand vous parlez de l'art choral dans n'importe quelle partie de Suisse, vous touchez à l'âme du pays, à la richesse culturelle immatérielle. Les choeurs représentent une forte capacité d'intégration des populations et illustrent bien toute la diversité culturelle de notre pays. Ils sont des passeurs de culture entre les entités linguistiques de la Suisse.



Après la scission entre la Suisse alémanique et la Suisse latine révélée hier, nous devons être sensibles à la dimension de cohésion nationale que la musique peut contribuer à renforcer.

Actuellement 75 à 80 pour cent de notre population vit en zone urbaine. La formation musicale précoce est un garant de l'éveil des enfants et leur fait connaître notre patrimoine commun; elle peut développer une capacité d'intégration, y compris des jeunes migrants de manière à ce que, dès leur plus jeune âge, ils aient des racines communes avec la population avec laquelle ils vivent. C'est un rôle manifeste et majeur que peut aussi jouer le chant.

Nous pourrions multiplier les exemples, car le même phénomène se répète avec les Guggenmusik, les fanfares et harmonies, les orchestres de jeunes ou les jazz-bands. C'est dire si cette initiative sur la musique éveille un grand intérêt dans la population et bénéficie d'un large soutien dans de nombreux cercles fort divers, tous sensibles à l'apport indéniable de la musique dans notre culture, dans notre manière de vivre ensemble.

Les recherches menées dans les neurosciences et en logopédie montrent combien les différentes zones du cerveau mises en activité au cours des activités musicales sont nombreuses et complémentaires. Cela procure à l'être humain un développement que peu d'autres activités favorisent aussi pleinement et avec autant de succès.

Sur le fond, cette initiative vient après une décennie durant laquelle ont été déposées de nombreuses interventions parlementaires demandant une meilleure reconnaissance de la musique à tous les niveaux de notre Etat fédéral.

Le rapport du Conseil fédéral de 2005, «La formation musicale en Suisse», mettait en évidence le fait que la formation musicale souffrait d'une série de déficits: au niveau scolaire comme extrascolaire et dans la formation des pédagogues. Les initiateurs vont dans la même direction: ils mettent l'accent sur trois aspects qu'ils souhaitent voir renforcés par l'initiative:

1. la formation musicale en milieu scolaire et la qualité de ladite formation, ce qui soulève la question de la formation des maîtres dans le domaine de la musique, en particulier celle des maîtres généralistes;
2. la formation musicale des enfants et des jeunes dans les écoles de musique, l'accessibilité à ces écoles pour les enfants de toutes les couches sociales;
3. le soutien nécessaire aux jeunes talents, qui est encore balbutiant dans notre pays en comparaison internationale.

Les dimensions positives d'une formation musicale dès les plus jeunes années dans le cadre de la scolarité, assurée par du personnel enseignant qualifié ont été soulignées par tous les intervenants et experts entendus en commission, tant pour le développement global de l'enfant, de sa personnalité, de ses capacités émotionnelles et d'écouter que pour la qualité de sa socialisation. La dimension intégrative de la musique est ainsi largement reconnue.

Le Conseil fédéral recommande cependant le rejet de l'initiative essentiellement en raison de la sacro-sainte subsidiarité: il ne veut pas avoir à intervenir dans le champ de l'école obligatoire, domaine réservé aux cantons selon les articles 61 et suivants de la Constitution.

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) appelle aussi au rejet de l'initiative et argumente que tout le domaine scolaire sera réglé avec Harmonos, dès l'introduction du «Lehrplan 21» et du plan d'études romand. Ces deux plans d'études pourraient favoriser la mise en place de standards de formation, aussi pour des domaines tels que la musique, ce dont chacun se réjouira. Pas besoin cependant de préciser que ces réformes prendront encore du temps et se heurteront à des difficultés, par exemple sur les standards à fixer dans la formation des enseignants. Actuellement, la liberté laissée aux cantons pour la formation des généralistes conduit plutôt à une plus grande disparité et aboutit à la situation problématique que certains enseignants sont appelés à enseigner la musique sans avoir reçu aucune formation spécifique dans cette discipline.

La CDIP est intervenue dans le même sens récemment en ce qui concerne la loi sur l'encouragement du sport, que le Parlement a traitée en début de session. Elle souhaitait que l'autonomie des cantons soit respectée et que la Confédération n'édicte pas les normes définissant par exemple le nombre minimum de périodes d'éducation physique dans la scolarité obligatoire. Notre conseil a cependant affirmé avec force sa détermination à laisser aux mains de la Confédération la fixation des standards minimaux, certes en étroite collaboration avec les cantons, comme cela est toujours le cas dans notre Etat fédéraliste.

Si la CDIP n'a pas été entendue pour le sport, elle n'a pas eu non plus l'oreille de la majorité de la commission pour la musique, en tout cas à ce stade de l'inscription d'un article de principe dans la Constitution. Elle est cependant à l'origine de la proposition de la minorité Steiert qui prévoit un contre-projet direct, sur lequel vous aurez à vous prononcer. Cette proposition, sans contester la nécessité d'ancrer dans la Constitution un article sur la formation musicale, tente d'y introduire un élément de subsidiarité plus marqué. La majorité de la commission n'est cependant pas entrée en matière sur le fait de présenter un contre-projet.

Une autre proposition de contre-projet direct prévoyant un article rédigé en termes très généraux concernant la formation aux disciplines artistiques n'a pas éveillé d'intérêt dans la commission et a été abandonnée par son auteur.

La proposition de la minorité Steiert prévoit un contre-projet direct. Elle tente de respecter l'autonomie des cantons par l'adjonction à l'article 69a alinéa 2 des termes: «En complément de la compétence des cantons dans le domaine de l'école obligatoire, la Confédération ...», et par l'adjonction du verbe «soutient» dans la dernière partie de la phrase, qui concerne les jeunes talents.

Le Conseil fédéral a tout aussi clairement appelé à rejeter ce contre-projet que l'initiative, disant que toute action de la Confédération pouvait déjà être entreprise en vertu des dispositions constitutionnelles et législatives actuelles. Cette attitude montre clairement que le Conseil fédéral n'entreprendra rien de fondamental dans ce domaine sans un signal politique fort; seule l'initiative permettra de le donner.

La question fondamentale qui intéresse la population dans cette initiative et le cœur de la discussion politique se situent à un autre niveau: devons-nous, dans ce pays, donner une place particulière à la formation musicale des enfants et de la jeunesse? Une majorité de la commission s'est rapidement dégagée en faveur du principe de mieux soutenir la formation musicale en Suisse par une inscription au niveau constitutionnel, afin de montrer ainsi notre attachement à un développement harmonieux de l'être humain dans toute sa plénitude: corps, esprit et âme, comme le définissait Platon cinq siècles avant notre ère. Le sport bénéficie de son inscription dans la Constitution. Pourquoi pas, symétriquement, une place pour la musique?

C'est dans cet esprit que la majorité de la commission a décidé de soutenir l'initiative et de donner ce signal politique au niveau constitutionnel, toutes les nuances pouvant ensuite être introduites lors de la mise en oeuvre.

Les votes de la commission ont été clairs. Elle a refusé de présenter un quelconque contre-projet par 20 voix contre 3 et 1 abstention et de soutenir l'initiative, contre l'avis du Conseil fédéral, par 13 voix contre 8 et 2 abstentions.

Au nom de la majorité de la commission, je vous invite à faire de même et à recommander au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative sans contre-projet.

Häberli-Koller Brigitte (CEg, TG), für die Kommission: Einleitend möchte ich Ihnen meine Interessenbindungen bekanntgeben: Ich bin Mitglied des Initiativkomitees und Mitglied der parlamentarischen Gruppe Musik. Bis im Frühjahr 2010 war ich außerdem Mitglied des Vorstandes des Schweizer Musikrates.

Die eidgenössische Volksinitiative «Jugend und Musik» wurde am 18. Dezember 2008 mit 153 626 gültigen Unterschriften eingereicht. Die Initiative will den Stellenwert der Musik verbessern und verlangt dazu eine Ergänzung in der Bun-



desverfassung mit folgendem Wortlaut: «Artikel 67a, Musikalische Bildung, Absatz 1: Bund und Kantone fördern die musikalische Bildung, insbesondere von Kindern und Jugendlichen. Absatz 2: Der Bund legt Grundsätze fest für den Musikunterricht an Schulen, den Zugang der Jugend zum Musizieren und die Förderung musikalisch Begabter.» Unsere Kommission hat mit 20 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung Eintreten auf einen Gegenvorschlag abgelehnt. Die Initiative wurde mit 13 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen zur Annahme empfohlen.

Der Gegenvorschlag wird von einer Minderheit der Kommission unterstützt und nachher hier auch begründet. Dieser Gegenvorschlag sieht vor, dass der Bund die Grundsätze für den Musikunterricht subsidiär zur Volksschulkompetenz der Kantone festlegt. Die Minderheit verlangt, dass die Volksinitiative, sofern sie nicht zurückgezogen wird, Volk und Ständen zusammen mit dem Gegenentwurf nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zur Abstimmung unterbreitet wird.

Mit dem von einer klaren Mehrheit unterstützten Verfassungartikel bekommt die Musik einen eigenen Artikel in der Bundesverfassung, und der Bund erhält die Kompetenz, die musikalische Bildung zu fördern. Damit geben wir der Musik den Stellenwert, den die 153 626 Unterzeichnerinnen und Unterzeichner dieser Initiative und die Mehrheit unserer Kommission der Musik geben wollen. Die Musikverbände, die Musikschulen, die Musikgesellschaften in den Städten und Dörfern haben diese Unterschriften bei ihren Mitgliedern und auch auf der Strasse bei der Bevölkerung gesammelt. Die Initiative wird vom Schweizer Musikrat getragen, dem Dachverband von rund sechzig Organisationen und Verbänden mit rund 500 000 Mitgliedern, welche das Musikleben in der Schweiz prägen und gestalten. Eine wesentliche Rolle spielt der Verein «Jugend und Musik», welcher die musikalische Bildung analog zum Sport fördern und in der Verfassung verankern will.

Zu Musik und Sport Folgendes: Ein Sportpsychologe von der Brunel-Universität in London hat in seinen Studien die Bedeutung von Musik für Sportler untersucht. Die Ergebnisse zeigten, dass Sportler dank der Unterstützung durch entsprechende Musik bessere Leistungen erzielen. So arbeitet zum Beispiel Haile Gebrselassie, der Marathon-Weltrekordhalter, intensiv mit der Hilfe von Musik. Bei seinem erfolgreichen Hallenweltrekordversuch über 2000 Meter hörte er den Popsong «Scatman»; dieser harmonierte perfekt mit seiner Schrittfrequenz und unterstützte den Spitzensportler ideal.

Die Mehrheit der WBK will, dass die wichtige Rolle der Musik in unserer Gesellschaft mit dem eingangs erwähnten Artikel in der Bundesverfassung verankert wird. Die Förderung der musikalischen Bildung, insbesondere bei Kindern und Jugendlichen, die Schaffung von Grundsätzen für den Musikunterricht und die Förderung musikalisch Begabter sind wichtig, damit der Zugang zur Musik jedem Kind und Jugendlichen ermöglicht wird.

Alle musikalischen Tätigkeiten wie Musizieren, Singen, Musik hören und Sich-Bewegen helfen einer ganzheitlichen Entwicklung des Menschen. Sie bieten die Möglichkeit, die oft getrennten Bereiche von Geist, Seele und Körper zusammenzuführen. Gemeinsames Musizieren fördert die soziale Entwicklung und Integration der Kinder und Jugendlichen sowie die Entfaltung der Persönlichkeit. Musikunterricht unterstützt und beinhaltet Schlüsselqualifikationen der Volksschule. Musik erhöht das akustische Wahrnehmungsvermögen und die geistige Leistungsfähigkeit, sie fördert die Fantasie und das Gedächtnis und schult die Konzentrationsfähigkeit und das ganzheitlich vernetzte Denken.

Die Bildungshoheit der Kantone bleibt unangefochten. Die konkrete Ausgestaltung wird durch den Lehrplan 21 vorgegeben. Es geht hier um das Festlegen von Grundsätzen, und dies steht auch klar und deutlich im Initiativtext. Gemäss diesem bekommt die Musik einen eigenen Verfassungartikel, wie ihn der Sport schon vor vierzig Jahren erhielt. Übrigens hat zum Beispiel auch der Film einen eigenen Artikel in der Bundesverfassung.

Im Namen der Mehrheit der Kommission bitte ich Sie, diese Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Steiert Jean-François (S, FR): Ich möchte zu Beginn meine Interessen offenlegen: Ich präside in meinem Kanton die Unterstützungsvereine der kantonalen Musikschulen sowie einer privaten Musikschule und bin beruflich für die landesweiten Bildungsziele auch im Bereich der Musik engagiert. Zur Sache: Wer sich in unserem Land für die musikalische Bildung einsetzt, findet einerseits ein hervorragendes Engagement zahlreicher Musiklehrerinnen und Musiklehrer, andererseits aber auch Angebots- und Qualitätsunterschiede zwischen Kantonen und sogar zwischen Gemeinden, die unseren Bildungszielen zum Teil krasse widersprechen. Gerade angesichts der heute gut dokumentierten positiven Auswirkungen des musikalischen Unterrichts sowohl auf die allgemeine Lernfähigkeit als auch auf die Sozialisierung von Kindern und Jugendlichen kann diese Situation nicht hingenommen werden. Es liegt deshalb ein öffentliches und in der Kommission kaum bestrittenes Interesse vor, die Bemühungen für die musikalische Bildung in unserem Land zu stärken.

Das gilt nicht nur für die laufenden Harmonisierungsbestrebungen in der öffentlichen Schule, sondern aus Sicht der Kommissionsminderheit in ganz besonderem Mass für den deutlich zu verbessernenden Zugang zu den Musikschulen, sei es vom regionalen Angebot her, sei es bezüglich der Überwindung der oft sehr hohen finanziellen Hürden. Der Initiativtext bietet hierzu eine willkommene Gelegenheit. Er wirft allerdings auch Fragen auf, die die Kommissionsminderheit bewogen haben, einen Gegenentwurf auszuarbeiten, der dem Volk die Möglichkeit geben soll, zwischen einer zentralistischeren und einer weniger zentralistischen Lösung für die Stärkung der musikalischen Bildung in unserem Land zu wählen.

Im Namen der Minderheit Steiert, Ineichen, Moser, Perrinjasset, Schenk Simon und Simoneschi-Cortesi möchte ich Ihnen deshalb beliebt machen, dem Volk neben der Initiative einen Gegenentwurf zu unterbreiten, der dieselbe Stossrichtung verfolgt, sich aber in zwei Punkten von der Initiative unterscheidet: Der erste Punkt betrifft die Frage der verfassungsmässigen Kompetenzen von Bund und Kantonen. Artikel 62 der Bundesverfassung, vom Volk am 21. Mai 2006 klar gutgeheissen, erteilt die Kompetenz für das Schulwesen den Kantonen. Als wir hier vor zwei Wochen beschlossen haben, diese Kompetenz im Bereich des Sports den Bedürfnissen der nationalen Sportpolitik unterzuordnen, wurde verschiedentlich – wie bereits in der Kommission – festgehalten, dies sei nicht als Präzedenzfall für andere Bereiche wie Musik, Naturwissenschaften, Mathematik oder weitere gesellschaftlich bedeutende Bereiche zu verstehen. Der heute vorliegende Gegenentwurf sieht deshalb vor, die Kompetenz des Bundes zur Festlegung von Grundsätzen für den Musikunterricht an Schulen subsidiär zu denjenigen der Kantone festzulegen. Im Sinn und Geist der Verfassung, die dem Bund unter anderem bei unzureichender Harmonisierung der Ziele der verschiedenen Bildungsstufen direkte normative Kompetenzen einräumt, könnte der Bund so beispielsweise bei der Ausbildung von Lehrpersonen ordnend eingreifen, wenn er zum Schluss käme, die heute sehr unterschiedliche Ausbildung der Lehrpersonen im Musikunterricht müsse im ganzen Land minimalen Ansprüchen genügen. Umgekehrt obliegt die Festlegung des Musikunterrichts in der wöchentlichen Stundentafel sinnvollerweise den Kantonen, solange diese nicht in grober Weise gegen gemeinsam festgelegte Bildungsziele verstossen.

Das Subsidiaritätsprinzip ermöglicht es, unnötige und der Sache nicht dienliche Eingriffe des Bundes in die Schulhöhe der Kantone zu vermeiden. Es wird damit auch vermieden, und das ist mir auch in meinem persönlichen Engagement für die musikalische Bildung in unserem Land wichtig, dass die Kantone – durch die ausschliessliche Zuweisung der Kompetenzen für die Festlegung der Grundsätze der musikalischen Bildung in der Volksschule an den Bund – ihrer Verantwortung entbunden werden. Die Kantone haben

bereits angekündigt, dass eine ausschliessliche Bundeskompetenz eine Einstellung ihrer Arbeit für die gemeinsamen Ziele in der musikalischen Bildung zur Folge haben würde. Mehr Druck vom Bund tut der Sache gut und ist nötig. Eine vollständige Überweisung der Kompetenz zur Gestaltung der musikalischen Bildung an den Bund hätte angesichts der finanziellen Konsequenzen und der Dauer des Prozesses allerdings einen jahrelangen Stillstand zur Folge, der aus Sicht der Musikförderung nur schwer zu verantworten wäre.

Der zweite Unterschied zwischen Initiative und Gegenvorschlag liegt in der Frage der Förderung der musikalisch Begabten. Die Initiative sieht lediglich die Festlegung von Grundsätzen durch den Bund vor, der Gegenentwurf sagt hingegen, dass sich der Bund nicht damit begnügen kann, Grundsätze festzulegen und anderen die Umsetzung und Finanzierung zu überlassen, falls sie diese dann auch übernehmen wollen, sondern dass er bei der Umsetzung selber Verantwortung zu übernehmen hat, wie er dies aufgrund seiner kulturpolitischen Kompetenzen, wenn auch in einem sehr bescheidenen Ausmass, bereits heute tut.

Mit der Überzeugung, dass wir der musikalischen Bildung in unserem Land damit den bestmöglichen Dienst erweisen, beantrage ich Ihnen, Volk und Ständen Initiative und Gegenentwurf zur Annahme zu empfehlen und ihnen gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zu empfehlen, in der Stichfrage den Gegenentwurf vorzuziehen. Damit können wir die politischen Weichen in Richtung einer Stärkung der musikalischen Bildung setzen und es dem Volk ermöglichen, selbst zu bestimmen, welches der bestmögliche Weg ist.

Föhn Peter (V, SZ): «Wo man singt, da lass dich ruhig nieder, böse Menschen kennen keine Lieder.» Aber dass der Staat und hier jetzt explizit der Bund für die musikalische Bildung verantwortlich gemacht werden muss – nein, nein, das kann es doch nicht sein! Deshalb beantrage ich wie der Bundesrat, diese Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen, und zwar ohne Gegenvorschlag. Die Initiative wie auch der Gegenvorschlag liegen quer in der ordnungspolitischen Landschaft, besonders in unserem föderalen System. Der Bundesrat hat in der Botschaft dazu klar und unmissverständlich Stellung bezogen. Die Kantone müssen nach wie vor die Hoheit über die Volksschule inklusive Stundengestaltung und zu erreichender Ziele behalten. Der Bund hat sich hier zurückzuhalten.

Ich habe von Befürwortern auch Post erhalten. Aber eines sage ich diesen: Die gut aufgebaute Musikförderung, die heute angeboten wird, könnten wir bei der Annahme dieses Ansinnens vergessen. Denn heute unterrichten an Musikschulen viele Virtuosen und Interpreten verschiedenster Musikrichtungen ohne grosse Ausbildung. Viele dieser Naturtalente haben dank ihrer Verwurzelung auf ihrem Gebiet grossen Erfolg. Ich versichere Ihnen: Bei der Annahme dieser Initiative wird keiner dieser Musiker mehr unterrichten können. Es wird ein Musikabschluss, ein entsprechendes Studium vonnöten sein. Ich garantiere hier und jetzt: Erfolgreiche Volksmusiker in meiner Gegend, sehr bekannte Musiker wie ein Sebi Schmidig, z'Lunnis Franz oder vielleicht auch ein Sebi Heinzer, werden dann keinen Musikunterricht mehr geben können. Heute fördern diese sehr erfolgreich unsere Kultur an den Musikschulen.

Und jetzt weg von der Kultur, hin zum Wirtschaftsstandort Schweiz – denn beide Segmente haben uns stark und weltweit bekannt gemacht –: Als Unternehmer und Ausbildner hätte ich viel lieber, wenn im schulischen wie im ausserschulischen Bereich die Hauptfächer Rechnen oder Sprachen vertieft gefördert und allenfalls gestärkt würden.

Sollten wir dieser Initiative zustimmen, würden wir präjudizieren, dass weitere wichtige Inhalte der Bildung auf die Bundesebene delegiert würden. Wollen die Befürworter dann jedes Schulfach in einem Bundesverfassungsartikel verankern, um damit dessen Wichtigkeit hervorzustreichen? Das kann es nicht sein. Also sind diese Initiative wie auch der Gegenentwurf ordnungspolitisch völlig deplatziert und falsch. Belassen wir die Verantwortung bei den Kantonen.

Denn auch von Ihnen wird der Föderalismus bei Wahlen immer wieder hochgeschätzt und grossgeschrieben. Die Voten, in denen betont wurde, wie wichtig die Musik sei, kann ich grossmehrheitlich unterschreiben. Aber nochmals: Wir haben hier drin andere Aufgaben.

Zur Kommissionssprecherin: Der Vergleich mit «Jugend und Sport» hinkt gänzlich. «Jugend und Sport» hat eine ganz andere Geschichte, ich will nicht näher darauf eingehen. «Jugend und Sport» dient heute der Gesundheitsprävention; «Jugend und Sport» und «Jugend und Musik» – überhaupt die Bildung – dürfen nicht gegeneinander ausgespielt werden.

Deshalb bitte ich Sie, den Bundesrat zu unterstützen, d. h., die Ablehnung der Initiative zu empfehlen und auch den Gegenentwurf gemäss Minderheit abzulehnen.

Fehr Mario (S, ZH): Die überwiegende Mehrheit der sozialdemokratischen Fraktion wird diese Initiative unterstützen – und dies mit Überzeugung. Es geht heute um einen Grundsatzentscheid. Es geht darum, welchen Stellenwert wir als Parlament der Musik in der Gesellschaft zuweisen; es geht darum, ob wir all diejenigen, die im Musikbereich tagtäglich wertvolle Arbeit leisten, wertschätzen, um diese Grundsatzfragen geht es.

Ich pflichte meinem Vorräder, Herrn Föhn, ausdrücklich nicht bei, wenn er hier versucht, den Sport und die Musik auf verschieden Ebenen zu stellen. Als langjähriger Stadtrat einer Zürcher Vorortsgemeinde weiss ich: Was die Prävention bei Jugendlichen anbetrifft – die Gesundheitsprävention, die Gewaltprävention –, sind Sport und Musik immer im gleichen Atemzug zu nennen. Aus der Lokalpolitik weiss ich auch, dass in beiden Bereichen – Musik und Sport – äusserst wertvolle Arbeit geleistet wird. Die Musik-Initiative will die musikalische Bildung fördern, insbesondere die musikalische Bildung von Kindern und Jugendlichen, sie will Grundsätze für den Musikunterricht schaffen, und sie will musikalisch Begabte fördern.

Noch einmal Herrn Föhn widersprechend, muss ich darauf hinweisen, dass dieses Parlament vor nicht allzu langer Zeit beim Sportförderungsgesetz, auch entgegen dem Bundesrat, klipp und klar gesagt hat, Sport solle Sache des Bundes sein. Es wurde damals sehr stark damit argumentiert, dass der Sport immer als einer der ersten Posten davon betroffen sei, wenn im Bildungs-, im Jugendbereich gespart werden müsse. Das Gleiche trifft für die Musik zu; auch die Musik ist immer einer der ersten Bereiche, bei dem gespart wird, wenn die Politiker auf allen Ebenen sparen wollen. Wir glauben, dass wir genau das Richtige machen, wenn wir heute die Musik dem Sport gleichsetzen, wenn wir bei beiden sagen, dass der Bund Einfluss nehmen soll, dass diese Aufgabe wichtig ist, dass Musik und Sport wichtig sind.

Der Nationalrat hat sich mit überdeutlicher Mehrheit – auch mit einer grossen Minderheit oder allenfalls sogar einer Mehrheit der SVP-Fraktion – für die Verankerung des Sports als Bundesaufgabe eingesetzt, hat sogar gesagt, dass man bis zur Sekundarstufe 1 drei Stunden obligatorischen Sportunterricht wolle. Die Musik-Initiative geht ja nicht einmal so weit. Es wäre nun wirklich inkonsistent, hier Sport und Musik auseinanderdividieren zu wollen. Herr Föhn, genau das wollen wir eben nicht. Wir wollen Sport und Musik fördern, weil wir wissen, dass für unsere Jugend beides unabdingbar ist.

Ich bitte Sie, im Sinne einer kohärenten Politik, einer kohärenten Förderung unserer Jugend und einer kohärenten Präventionspolitik, diese Initiative zu unterstützen und damit ein grundsätzliches Zeichen der Wertschätzung zu setzen, zu signalisieren, dass die Musik in dieser Gesellschaft den Stellenwert bekommt, den sie haben soll. Wir Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten tun dies mit Freude.

Föhn Peter (V, SZ): Ich finde es sehr, sehr schade, wenn da zwei Dinge gegeneinander ausgespielt werden. Schade! Meine Frage: Nennen Sie mir zwei Beispiele, sagen Sie mir, wo, wann und wie in den letzten beiden Jahren bei der Musikausbildung gespart wurde!

Fehr Mario (S, ZH): Ich könnte Ihnen, Herr Föhn, jetzt vom Musikschulunterricht in verschiedenen Gemeinden meines Bezirks erzählen, bei dem gezielt gespart wurde. Jedes Mal, wenn die finanziellen Ressourcen knapper wurden, wurden Musikstunden gestrichen, oder die Gebühren für den Musikunterricht wurden massiv erhöht. Und genau das Gleiche, Herr Föhn, passiert beim Sport; deshalb wollen wir, und da sind wir mit Ihnen absolut nicht einverstanden, den Sport und die Musik nicht auseinanderdividieren. Wir wollen Sport und Musik gleich behandeln. Ihre Fraktion hat – zu Recht – für den Sport gestimmt, jetzt soll sie auch für die Musik stimmen!

Riklin Kathy (CEg, ZH): Ich freue mich, dass heute in diesem Saal die Musik abgeht. Das Wichtigste vorweg: Die Mitglieder der CVP/EVP/glp-Fraktion unterstützen – mit wenigen Ausnahmen – die Volksinitiative «Jugend und Musik». Mit unserer neuen Bundesrätin Simonetta Sommaruga haben wir den Beweis, dass musikalische Bildung ein guter Weg zum Erfolg ist, auch in der Politik. In einer immer koplästigeren Gesellschaft, in der Wissen und Produktivität an vorderster Stelle stehen, ist die Musikausbildung von umso grösserer Bedeutung. Musikalische Ausbildung bringt den nötigen Ausgleich und fördert Bereiche, denen in unserer ökonomisch orientierten Gesellschaft die Gefahr droht, vernachlässigt und verdrängt zu werden. Wir alle müssen leider feststellen: Die musikalische Bildung fristet in der Schweiz ein Schattendasein. Dabei führt musikalische Bildung nachweislich zu zusätzlichen positiven Effekten. Musikalische Bildung fördert auch mathematische und soziale Kompetenzen. Gerade der Pisa-Spitzenreiter Finnland legt grossen Wert auf die Förderung des Musikunterrichts in der Volksschule. Bei uns haben leider nicht alle Kinder diese Chance.

Der Sportförderung geht es in der Schweiz besser. Gerade eben, am ersten Montag dieser Herbstsession, haben wir einstimmig das Sportförderungsgesetz revidiert. Mit dem revidierten Sportförderungsgesetz wird das Programm «Jugend und Sport» sogar für Kinder ab dem 5. Altersjahr eingeführt. Ein solches Förderprogramm sollte auch im Bereich der Musik eingeführt werden. Die Musik braucht im ganzen Bildungsbereich und in der Kultur den ihr gebührenden Platz. Ähnlich wie bei der Sprachförderung, der Bewegungsförderung, aber auch bei Mathematik, Technik und Naturwissenschaften, welche übrigens grosse Affinitäten zur Musik haben, gilt auch bei der Musik: je früher, desto besser! Die EDK fürchtet um ihre Kompetenzbereiche und die Kantone um die Bildungshoheit. Hier können wir Entwarnung geben. Die Initiative sieht nicht die konkrete Ausgestaltung des Musikunterrichts an den Schulen vor, sondern nur gesetzliche Grundsätze für diesen. Die Initiative will auch die Sicherung der Ausbildung von genügend Fachlehrpersonen in Musik. Auch die Musikschulen, die in den meisten Kantonen keine bedeutende Stellung einnehmen, sollen mit der Initiative gestärkt werden. Kurz, die Kantone müssen endlich ihre Verantwortung für die ausserschulische musikalische Bildung wahrnehmen – analog dem Sport.

Ein Grund mehr für ein Ja zu dieser Initiative: Es gibt rund 500 000 organisierte Musizierende in der Schweiz; Hunderte von Gesangsvereinen, Chören, Jodlergruppen, Orchester und Musikvereine stehen hinter der Initiative.

Die EDK fürchtet Kompetenzverluste und beharrt auf ihren Kompetenzen im Rahmen von Harmos. Diese Ängste sind unbegründet. Harmos ist gut auf Kurs. Wir freuen uns über die positiven Abstimmungsresultate von gestern in den Kantonen Baselland und Solothurn. Herzliche Gratulation! Die Kantone werden mit dem neuen Verfassungssatzartikel nur an gehalten, ihre Verantwortung wahrzunehmen. Heute fordert die musikalische Bildung ein grosses finanzielles Engagement der Eltern. Dies widerspricht dem Grundsatz der Chancengerechtigkeit für Kinder aus tieferen Einkommensschichten. Ich möchte dazu alt Nationalrat Paul Kurrus von der FDP zitieren: «Musikalische Bildung darf nicht nur für eine kleine Elite sein, zahlreiche wissenschaftliche Studien belegen, dass Kinder, welche sich aktiv mit Musik beschäfti-

gen, über bessere mathematische, sprachliche und soziale Kompetenzen verfügen.» Recht hat er.

Die CVP und die ganze CVP/EVP/glp-Fraktion stehen zur Volksinitiative «Jugend und Musik» und damit zum Artikel zur musikalischen Bildung in der Bundesverfassung.

Neirynck Jacques (CEg, VD): Il s'agit donc ici de trancher la question de savoir si c'est la Confédération, plutôt que les cantons, qui fixe les principes de l'enseignement de la musique aux jeunes, elle qui apporte les encouragements et définit l'accès à cet enseignement. Si une initiative populaire a recueilli tant de signatures et qu'elle est soutenue par le secteur musical tout entier, c'est que, pour l'instant, les cantons dispensent un enseignement qui est très variable en ampleur et en qualité et que le peuple souhaite partout le meilleur.

Dans ce débat, personne ne met ouvertement en cause l'importance sociale et éducative de la formation musicale. La période de formation des jeunes ne doit pas seulement être centrée sur l'enseignement des langues et des sciences naturelles, mais aussi sur une initiation à la culture dont la musique constitue une composante importante. L'enseignement ne peut pas être exclusivement utilitaire, se concentrer uniquement sur l'acquisition de compétences utilisables dans la vie professionnelle.

Tout comme le sport – et il n'est pas question ici d'opposer l'un à l'autre –, la musique est porteuse de messages que le langage ne peut formuler et génératrice de compétences qui débordent le cadre étroitement intellectuel. La cohésion sociale remarquable du peuple suisse doit beaucoup à la vie associative qui est souvent centrée sur des chorales ou des fanfares. Il ne s'agit donc pas ici d'un détail que l'on puisse négliger ou même sous-estimer.

Cela étant, l'administration, par la voix du Conseil fédéral, propose néanmoins de rejeter cette initiative tandis que la commission recommande de l'accepter, par 13 voix contre 8 et 2 abstentions. Que valent les arguments utilisés de part et d'autre? L'administration en avance trois, ce qui laisse entendre qu'elle n'en a pas un seul qui soit décisif.

Premièrement, selon l'administration, l'initiative représente une ingérence dans la souveraineté des cantons. En revanche, selon la commission, la disparité entre les cantons n'est pas acceptable, et elle exige maintenant une coordination nationale. L'administration fait encore remarquer qu'un déplacement des compétences dans le seul domaine de la musique ne serait pas justifié. Cela laisse entendre, sans oser le dire ouvertement, que la musique serait en quelque sorte moins importante que la mathématique. La commission est en revanche sensible au problème récurrent de la dispersion de tout l'enseignement dans 26 systèmes différents. Et l'administration peut bien entendu récuser à tour de rôle toutes les branches pour éviter d'aborder le problème de fond.

Deuxièmement, selon l'administration, l'initiative interfère avec les efforts actuellement consentis par les cantons dans le but d'atteindre cette nécessaire harmonisation, à savoir le célèbre concordat Harmos et les plans d'études pour chaque région linguistique. Accepter l'initiative «saperait les efforts en cours» – argument vraiment bizarre! La commission n'est pas du tout convaincue par ce deuxième argument, tout simplement parce qu'il est contradictoire avec le premier. On ne peut pas à la fois soutenir qu'il n'est pas nécessaire d'harmoniser et que des efforts sont faits dans cette direction. Car que valent ces efforts? Le concordat Harmos est négocié depuis 2001 et n'est toujours approuvé que par 14 cantons, alors qu'il en faut 18 pour le rendre obligatoire et que 7 cantons l'ont déjà refusé. C'est un processus lent et aléatoire, dont le résultat n'est pas garanti. L'initiative populaire «Jeunesse et musique» n'est mentionnée au rapport annuel d'Harmos que dans le cadre d'une recommandation de la combattre. Harmos est un vaste combat d'arrière-garde pour ménager les états d'âme des directeurs de l'instruction publique.

Les deux premiers arguments s'annulent donc réciproquement. Le Conseil fédéral reconnaît qu'il faut une harmonisation et utilise Harmos comme alibi.



Troisièmement, selon l'administration, l'article 67a alinéa 1 que propose l'initiative est inutile, puisque les articles 67 alinéa 2 et 69 alinéa 2 donnent déjà à la Confédération la compétence de prendre des mesures d'encouragement de la formation musicale extrascolaire – j'insiste sur le préfixe «extra». La commission remarque naturellement que cette argutie ne prend pas en compte la formation scolaire et qu'il s'agit donc d'un demi-argument.

En résumé, le Conseil fédéral se situe sur un plan étroitement juridique tandis que la majorité de la commission adopte un point de vue pragmatique. Le problème n'est pas de savoir s'il faut ménager la susceptibilité des cantons, mais s'il convient d'améliorer réellement la formation musicale sur l'ensemble du territoire.

Une minorité de six membres de la commission propose un contre-projet dont le libellé est quasiment identique, sinon que la Confédération n'agit qu'en complément de la compétence des cantons; ce sont là des jeux de mots. La minorité propose que le peuple vote l'initiative et le contre-projet en donnant la préférence au second. A ce détail près, la majorité et la minorité sont d'accord: il faut faire quelque chose. Le Conseil fédéral propose de ne rien faire.

La proposition du groupe PDC/PEV/PVL est de soutenir la majorité de la commission, c'est-à-dire de recommander au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

Gradient Brigitte M. (BD, GR): Ich möchte vorab meine Interessenbindung offenlegen: Ich bin Mitglied des Initiativ- und des Patronatskomitees dieser Volksinitiative, und ich bin auch im Vorstand der parlamentarischen Gruppe Musik.

Ich beantrage Ihnen im Namen der Mehrheit der BDP-Fraktion, dem Antrag der Mehrheit unserer Kommission und somit der Volksinitiative zuzustimmen. Es geht hier um ein ganz wichtiges Anliegen, nicht nur für unsere Jugend, sondern für unsere ganze Gesellschaft. Die Initiative will den Stellenwert der Musik in unserem Land verbessern: Bund und Kantone sollen verpflichtet werden, die musikalische Bildung, insbesondere bei Kindern und Jugendlichen, zu fördern. Dazu soll der Bund Grundsätze für den Musikunterricht an Schulen und für den Zugang der Jugend zum Musizieren festlegen und die Förderung musikalisch Begabter unterstützen.

Es ist im Übrigen ja ein besonderes Zusammentreffen, dass wir in dieser Session zwei so ähnliche Geschäfte zu behandeln haben: vor zwei Wochen die Sportförderung mit «Jugend und Sport», heute nun die Musikförderung. Ich hoffe natürlich, dass es bei der Musik bald auch «Jugend und Musik» heißen wird. Musik und Sport sollen dabei in keiner Art und Weise gegeneinander ausgespielt werden, im Gegenteil: Es braucht beide. Beide decken wichtige gesellschaftliche Anliegen ab, von der Gesundheitsförderung bis hin zu sozialer Kompetenz und Integration. Die Musikförderung umfasst aber noch eine ganze Reihe zusätzlicher Punkte; ich komme darauf zurück.

Die Sportförderung für Kinder und Jugendliche ist im Grundsatz schon seit Jahrzehnten unbestritten und erfolgt vom Bund her gezielt; als Begründung wird – zu Recht – auf ihre grosse Bedeutung hingewiesen. Aber was für den Sport gilt, gilt für die Musik doch mindestens ebenso und muss auch hier Anwendung finden!

In meiner Fraktion hatten wir eine intensive Diskussion über die finanziellen Folgen der Initiative bzw. die Folgen für die Kantone; es wurde vorgebracht, dass einige Kantone auch im Musikbereich bereits heute sehr viel Unterstützung leisten und die Hauptanliegen der Initianten eigentlich schon erfüllt. Dazu Folgendes: Es besteht durchaus nicht überall der gleiche Handlungsbedarf. Dort, wo es die nötige Unterstützung schon heute gibt, geht es natürlich nicht um einen Ausbau um des Ausbaus willen – wobei ich persönlich davon überzeugt bin, dass Verbesserungen durchaus noch überall möglich und anzustreben sind.

Zu den Argumenten für einen Eingriff in die kantonale Hoheit bzw. die bei Annahme der Initiative anfallenden Kosten möchte ich Folgendes festhalten: Es stimmt, die Regelung gemäss Initiative bedeutet einen Eingriff in kantonale Kom-

petenzen. Aber – und ich kann hier nur wiederholen, was ich bereits bei der Beratung des Sportförderungsgesetzes gesagt habe – solche Eingriffe hat es schon immer gegeben, und sie werden auch in Zukunft nötig sein, wenn ein Anliegen so wichtig ist, dass eine verbindliche Regelung auf Bundesebene Sinn macht. Für den Sport besteht eine solche Bundesregelung schon seit Jahren, und für die Musik ist sie genauso wichtig.

Aus diesen Gründen erachten wir auch einen Gegenvorschlag als unnötig. Die vorgeschlagene Fassung würde nur eine Verkomplizierung, aber keine wirkliche Lösung der Probleme bringen. Über die Details werden wir auf Gesetzesebene entscheiden. Wir lehnen einen solchen Gegenvorschlag deshalb ab.

Es stimmt sodann auch, dass die Initiative Mehrkosten für die öffentliche Hand zur Folge haben wird. Und da ist nicht nur der Bund, aber der Bund speziell gefordert. Verrechnet man aber die daraus folgenden Einsparungen im gesundheitlichen und sozialen Bereich damit, wird das Ergebnis unter den Strich zweifellos positiv sein, denn der Wert der Musik für die gesamtheitliche Entwicklung ist offenkundig.

Die musikalische Bildung ist ein wichtiger Teil der gesellschaftlichen Sozialisierung jedes Menschen. Sie vermittelt zahlreiche Kompetenzen. Es ist überdies erwiesen, dass sich der musikalische Unterricht auch in anderen Lernbereichen förderlich auf die kreativen, emotionalen, intellektuellen und sozialen Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler auswirkt. Kurz: Kinder und Jugendliche, die Musik machen, lernen leichter, auch in anderen Fächern. Insbesondere die mathematischen und sprachlichen Fähigkeiten werden stärker ausgebildet. Es gibt weitere positive Aspekte wie Fleiss, Durchhaltewillen, Auftreten, Offenheit gegenüber Neuem, Integration.

Musik verbindet Generationen und ist nicht zuletzt ein verbindendes Mittel der Kultur unserer viersprachigen Schweiz. Schliesslich hat die Musik auch auf die Gesundheit sehr positive Auswirkungen.

Sowohl denen, welche die Initiative aufgrund des Föderalismus, als auch jenen, welche sie aufgrund der Kosten bekämpfen, möchte ich sagen: Es ist eben heute leider so, dass es sehr oft vom Zufall bzw. vom Lehrer oder von der Lehrerin, von der besuchten Schule oder vom Wohnort abhängt, welche Möglichkeiten die Kinder und Jugendlichen haben. Das Angebot und der Zugang zur Musik sind in unserem Land heute sehr unterschiedlich gestaltet. Wir haben schulisch und ausserschulisch eine grosse Ungleichbehandlung – und oft ist der Zugang auch noch vom Portemonnaie der Eltern abhängig. Das kann und darf angesichts dessen, dass Musik – ich möchte das noch einmal unterstreichen – für die ganzheitliche Entwicklung von Kindern zentral ist, nicht sein! Alle sollen entsprechende Möglichkeiten der Teilnahme und Förderung haben. Damit ein Minimum gewährleistet ist, damit wir überall in unserem Land gleiche minimale Standards haben, braucht es die Vorgabe des Bundes und eine bessere Förderung.

Der Bundesrat anerkennt zwar die Bedeutung der Musik, der schulischen und der ausserschulischen Bildung in diesem Bereich. Die einzige richtige Konsequenz daraus zieht er aber dann trotzdem nicht, nämlich dass es nötig ist, den Stellenwert der Musik in der Bildungslandschaft der Schweiz endlich zu verbessern.

Das Fazit zur Initiative ist ganz kurz: Musik, das Aufwachsen mit Musik, die Möglichkeit zu musizieren ist so wichtig, dass der Zugang zur Musik in unserem Land für alle Kinder und Jugendlichen gleichermaßen offen sein muss. Es ist deshalb höchste Zeit, dass wir auch für die Musik ein Konzept wie «Jugend und Sport» erhalten: «Jugend und Musik» muss in der Zukunft einen eben solchen Stellenwert haben. Setzen wir deshalb hier und heute ein deutliches Zeichen mit einem klaren Ja zur Volksinitiative! Die Mehrheit der BDP-Fraktion wird der Initiative zustimmen und bittet Sie, dies ebenfalls zu tun.

Müri Felix (V, LU): Sie kennen diese Situation sicher auch: Sie finden eine politische Idee durchaus sympathisch, Sie



anerkennen ihre gesellschaftliche Bedeutung, und trotzdem müssen Sie diese Idee aus ordnungspolitischen Gründen ablehnen. So geht es mir im Zusammenhang mit der Volksinitiative «Jugend und Musik».

Es ist aus ordnungspolitischen Gründen falsch, wenn der Bund die Hoheit von Kantonen und Gemeinden untergräbt. Er soll sich nicht in die Aufgaben der Kantone einmischen. Bei der Anhörung der Kantone kam eines klar zum Vorschein: Die musikalische Bildung im schulischen und ausserschulischen Bereich klappt hervorragend; sie ist zum Aushängeschild vor allem der Gemeinden, aber auch der Kantone geworden. Nehmen Sie also den Kantonen und Gemeinden den damit verbundenen Elan nicht weg. Es ist von ausserordentlichem Interesse, dass die Belange der Musik und das Musizieren auf allen Stufen bestmöglich gefördert werden.

Sie können sich heute schon sehr konkret in die Belange der schulischen Musikförderung einmischen, sie aufmischen und mit fördern. Dazu bietet die Verfassung mehrere Ansatzpunkte, und mittlerweile gibt es ja auch das Kulturförderungsgesetz. Mir stellt sich die Frage: Wollen wir eine neue Bundeskompetenz schaffen? Überlassen wir die Aufgabe nicht besser den Kantonen und Gemeinden?

Wenn ich die Lehrpläne an den Zentralschweizer Schulen anschau, wenn ich sehe, was vom Kindergarten bis zum Ende der Volksschulzeit alles gelernt werden soll – und zwar so, dass die jungen Menschen es nicht nur kennen, sondern auch können –, dann sehe ich absolut keinen Grund, bundesweit aktiv zu werden.

Weiter drängen sich folgende Fragen auf: Welches sind die Aufgaben des Bundes? Regelt er die Lehrpläne? Stellt er Lehrmittel zur Verfügung, oder koordiniert er ihren Einsatz? Gibt er Subventionen, und aufgrund welcher Kriterien tut er dies? Ich sehe jetzt schon das Chaos, das entsteht, wenn wir in den Lehrplan eingreifen. Am Schluss haben wir bei der Bildung eine Verfassungsgrundlage, die geteilt ist und welche die Zuständigkeiten und die Rechtslage total über den Haufen wirft. Bei dieser Initiative geht es um die Frage der Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen.

Für uns ist der Fall klar: Die Kantone sollen das Sagen haben. Wenn Sie mit den Kantonen unzufrieden sind, werden Sie kantonal aktiv. Wir können doch nicht jedes Begehen in die Verfassung schreiben.

Darum bitte ich Sie namens der SVP-Fraktion, dem Bundesrat zu folgen und die Initiative und den Gegenvorschlag zur Ablehnung zu empfehlen.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Musik ist zentral für das Wohlbefinden des Menschen, Musik ist gar ein elementares Bedürfnis. Jede Kultur kennt ihre Musik. Ohne Musik wäre der Alltag viel trister, und für mich wäre er ohne Musik nicht vorstellbar. Musik hilft auch über viele Krisen hinweg, und nicht zuletzt ist Musik ein wichtiger Wirtschaftsfaktor.

Musik ist wichtig für die ganzheitliche Entwicklung eines Kindes. Mit der Musik wird seine Sozialkompetenz und seine Intelligenz gefördert. Man weiss heute aufgrund verschiedener Untersuchungen, dass beispielsweise Mathematik und Musik interesseranterweise sehr nahe beieinanderliegen.

Über Musik lernen Kinder auch Sprachen, und mit Musik wird ihre Sinnesfähigkeit mehr geschult und ihre Offenheit gefördert. Deshalb ist es wichtig, dass die Musik gefördert wird – auch durch die Politik und damit durch den Bund und die Kantone. Herr Steiert, die Initiative sagt nirgends «nur der Bund fördert», sondern «Bund und Kantone fördern». Das betrifft die Förderung der Musiker und Musikerinnen, aber auch die Förderung der musikalischen Bildung, speziell von Kindern und Jugendlichen.

Für uns Grüne ist klar: Zu einer ganzheitlichen Bildung gehört die Musik, wie auch der Sport, die Kunst, das Handwerk – neben den intellektuellen Fächern. Dies bringt einen Ausgleich und macht den ganzheitlichen und wirklich auch lebensfähigen Menschen aus. Musikalische Bildung ist heute leider nicht überall gewährleistet, bzw. sie ist sehr unterschiedlich ausgestaltet und leider auch von sehr unterschiedlicher Qualität. Oft, wenn es ums Sparen geht, steht

die Musik an erster Stelle; da kann man sparen, wie auch beim Zeichnen, beim Handwerk oder beim Sport.

Musikschulen sind leider häufig auch teuer, was eine grosse Hürde gerade für ärmere Menschen in unserem Land ist. Für uns ist der Sollzustand ein Anrecht auf Musikunterricht bzw. der Zugang dazu für alle, egal wie grosszügig das Portemonnaie ausgestattet ist. Er soll in allen Kantonen angeboten werden, in der Schule, aber auch ausserhalb der Schule, durch all die verschiedenen Vereine usw., in guter Qualität für alle, mit genügend und gutqualifizierten Lehrpersonen mit anständigen Arbeitsbedingungen und nicht nur Stundenverträgen.

Dazu braucht es einen einheitlichen Rahmen. Für uns ist klar, dass der Bund den Rahmen, die Leitplanken vorgeben soll. Es soll nicht in jedem Kanton ein anderes Konzept geben, ist es doch für die Menschen in der ganzen Schweiz dasselbe: Sie haben den gleichen Anspruch auf Musikausbildung, den gleichen Wunsch oder das gleiche Bedürfnis danach, sei es im Frühbereich, in der Volks- oder in der Berufsschule oder an Gymnasien.

Die Musikausbildung soll zuerst einmal als Einstieg für alle gewährt werden, aber dann sollen vor allem auch die Begabten gefördert werden, zuerst in den Schulen, später in einem Studium. Dafür braucht es wiederum genügend Studienplätze. Die Fachhochschulen haben heute eindeutig zu wenig Plätze. Beispielsweise gibt es heute den überall hochgelobten Pop- und Rocklehrgang, aber es kann gerade ein Student oder eine Studentin pro Instrument diesen Lehrgang besuchen, und das in der ganzen Schweiz. Es kann doch wohl nicht sein, dass pro Instrument nur ein begabter Student oder eine begabte Studentin gefördert werden soll. Für uns Grüne ist es wichtig, dass der Bund den Rahmen setzt und die Kantone dann die konkrete Umsetzung machen. Die Initiative lässt den Kantonen also genügend Freiheiten. Wir sagen deshalb klar Nein zum Antrag der Minderheit Steiert. Wir wollen nicht, dass die Kantone wieder jahrelang über ein Konkordat verhandeln. Wir sehen bei Harmonie, wie lange das Ganze dauert und wie zäflüssig das ist. Wir möchten einen Rahmen, der für alle gleich ist, und dann ist es an den Kantonen, die Gestaltung vor Ort vorzunehmen.

Wir sagen deshalb Ja zur Initiative und sagen damit Ja zu einem guten Musikunterricht an den Schulen, zum Zugang der Jugendlichen zum Musizieren und zur Förderung der musikalisch Begabten in unserem Land. Wir bitten Sie, die Initiative ebenfalls zur Annahme zu empfehlen.

Noser Ruedi (RL, ZH): Anscheinend singen wir in diesem Ratssaal heute das Hohelied der Musik. Ich möchte es nicht verhehlen: Auch ich höre gerne Musik – das wäre es dann aber auch schon bezüglich Interessenbindung.

Es wird hier sehr viel darüber gesprochen, wie gut die Musik für alles sei, und es wird eigentlich der Schluss gezogen, ohne Musik habe ein Kind im Leben keine Chance. Ich möchte das so deutlich sagen, weil man das den Aussagen der Voredner durchaus entnehmen können. Ich glaube, es wäre wichtig, dass wir hier einmal objektiv feststellen, dass der Tatsache, ob jemand kreativ und intelligent ist und sich in der Schule gut entwickelt, ganz viele Einflussfaktoren zugrunde liegen. Es kann sein, dass die Musik einer dieser Einflussfaktoren ist. Wenn Sie aber z. B. mit den Bildungsdirektoren der Kantone sprechen und entsprechende Studien suchen, sagen Ihnen die Bildungsdirektoren, es gebe keine schlüssigen Studien, die sagen würden, Musik sei «dasjenige, welches», oder sie sei es nicht. Ich möchte damit einfach einmal festhalten, dass gewisse Dinge, die vorhin gesagt wurden, durchaus auch pseudowissenschaftlich sein könnten.

Wenn Sie die Sache einmal von Grund auf anschauen, ist klar, dass es zwei, drei Dinge gibt, deren wir uns bewusst sein müssen:

1. Von den Initianten wird beklagt, dass Musik die Familie etwas kostet. Das Problem ist aber nicht primär, dass Musik etwas kostet. Das primäre Problem ist: Musikbildung muss zu Hause, im Elternhaus unterstützt werden, denn es geht

einfach nicht, ohne dass die Kinder üben. Das hat nichts mit Geld zu tun. Wenn Sie den Unterricht gratis machen und die Kinder nicht gezwungen oder motiviert werden oder wie man das auch immer macht – als Vater von vier Kindern kann ich Ihnen sagen, dass es nicht immer nur Motivation ist, dass man ab und zu auch deutlich sagen muss: «Jetzt machst du zuerst das, bevor du spielen gehst» –, wenn das also nicht gegeben ist, können Sie den Unterricht zwar gratis anbieten, aber Sie werden trotzdem keinen Erfolg haben. Genau die gleiche Diskussion haben wir mit den Hausaufgaben. Kinder von Eltern, die zu Hause nach den Hausaufgaben schauen, sind bevorteilt. Kinder von Eltern, die nicht nach den Hausaufgaben schauen, sind nicht bevorteilt. Es gibt ja sehr grosse Diskussionen um dieses Thema, und es gibt Leute, die aus diesem Grund Hausaufgaben verbieten wollen. Wenn Sie aber beim Musikunterricht das Zu-Hause-Üben verbieten wollen, werden Sie keinen Erfolg haben. Es braucht Unterstützung im Elternhaus. Das ist auch ein Grund, warum dieser Unterricht im Moment nicht unentgeltlich ist: Man will sich die Unterstützung sichern. In fortschrittenen Gemeinden oder Kantonen gibt es im Übrigen einen Sozialtarif.

2. Die Kantone geben heute für die musikalische Bildung als Schulfach im Vergleich zu allen anderen Schulfächern am meisten Geld aus – zum Teil viel mehr als für andere Schulfächer. Das muss man hier einfach einmal deutlich sagen. Der Musikunterricht ist das teuerste Schulfach in den Kantonen. Wie man da von zusätzlicher Förderung sprechen oder wie man dann aus dem Verfassungsartikel herleiten will, dass er dazu führen soll, dass zusätzliche Mittel gesprochen werden können, das würde mich dann schon sehr interessieren. Wenn man vom Bund her wirklich etwas machen will, dann werden Sie, das kann ich Ihnen sagen, relativ schnell nicht nur mit dem Sportbudget kommen dürfen, sondern mit ganz anderen Zahlen kommen müssen. Zur Erinnerung: «Jugend und Sport» hat ein Budget von rund 70 Millionen Franken, die gesamte Sportförderung hat ein Budget von rund 150 Millionen Franken. Wenn Sie die Ziele wirklich erreichen wollen und die Kantone motivieren wollen, noch mehr Geld auszugeben, und der Bund sich da beteiligen soll, kann ich Ihnen jetzt schon sagen: Vermutlich wird das Sportbudget nicht genügen – darüber sprechen wir!

3. Ich habe vorhin gesagt, es werde hier im Ratssaal das Hohelied der Musik gesungen. Doch worum geht es eigentlich? Im Votum meiner Vorrednerin wurde es etwas angesprochen. Gemeint ist handfeste Standespolitik. Die Zielsetzung ist, dass die Musiklehrer die gleichen Anstellungsbedingungen bekommen wie die Turnlehrer – das ist die Zielsetzung der Initiative. Wozu führt das? Das führt dazu, und es ist heute zum Teil schon so, dass die Autodidakten – das ist vorher von Herrn Föhn angesprochen worden – aus der musikalischen Bildung hinausgetrieben werden. Man wird dann formale Abschlüsse vorweisen müssen, damit man Musikunterricht geben kann. Es wird nicht mehr darum gehen, ob die Person, die den Unterricht gibt, sehr motiviert und sehr talentiert ist, sondern es wird dann nur darauf ankommen, dass man die richtige Ausbildung hat, da man nur mit der richtigen Ausbildung als Musiklehrer zugelassen wird. Ich habe nichts dagegen, dass man die richtige Ausbildung fordert. Unsere Schulen bieten eine sehr hochstehende Lehrerausbildung an – ich bin sehr froh darüber. Unsere Schulen bilden aber auch in ganz anderen sehr wichtigen Kompetenzen aus. Aber ist es wirklich sinnvoll, dass in jedem Gebiet schlussendlich nur die Personen mit der besten Ausbildung auf die Kinder zugehen dürfen? Es wäre doch sehr gut, wenn auch wieder einmal ein Autodidakt in diesem Schulsystem auftauchen würde und seinen Beitrag leisten würde. Wenn Sie dann schauen gehen, wo die Kinder motiviert musizieren, dann werden Sie feststellen, dass das relativ wenig mit dem Studienabschluss des Musiklehrers zu tun hat.

Es wird reklamiert, dass an den Musikhochschulen zu wenig Plätze vorhanden seien und dass diesbezüglich zu wenig laufe. Für die Musikhochschulen ist heute schon der Bund zuständig; das sind meistens Fachhochschulen. Wenn wir

etwas ändern wollen: Die Grundlagen dafür haben wir. Man kann hier beim Fachhochschulgesetz jederzeit aktiv werden. Dafür brauchen wir keinen Verfassungsartikel. Was es hingegen natürlich braucht, sind Arbeitsplätze in den Gebieten, in welchen wir die Leute ausbilden, damit diese nachher auf ihrem Gebiet auch arbeiten können.

Musik ist ein wichtiges Schulfach. Wenn Sie die politische Debatte verfolgen, sehen Sie, was aktuell alles auch noch wichtig ist: Kochen ist wichtig, Nähern ist wichtig, Handarbeit ist wichtig, Umgang mit Geld ist wichtig, neue Medien sind wichtig, Computerwissenschaft ist wichtig, unternehmerisches Denken ist wichtig, und nicht zuletzt sind Anstand, Pünktlichkeit, Sauberkeit, Hygiene und Gesundheit wichtig. Tatsache ist doch schlicht und einfach, dass man eine Triage machen muss, wenn jeder aus seiner Ecke heraus der Schule sagt, was er im Lehrplan haben will. Es ist nicht möglich, alles drin zu haben. Es ist doch so, dass wir die 800 bis 1200 Stunden, die ein Schüler pro Jahr in der Schule verbringt, auf Deutsch, Mathematik, Geschichte, Wissenschaft, Naturwissenschaft und natürlich auch auf gestalterische Fächer wie Zeichnen und Malen usw. aufteilen müssen. Da stellt sich die Frage: Wie teilen wir das auf? Möchten Sie denn mehr Musik- und weniger Malunterricht? Schlussendlich werden Sie beim Lehrplan nämlich solche Fragen stellen müssen; darum geht es.

Wenn jeder, dessen Fach im Lehrplan seines Kantons vielleicht weniger stark berücksichtigt wird, als er gern möchte, eine Verfassungsinitiative macht, dann müssen wir nicht lange warten, bis wir weitere solche Initiativen haben. Es kann objektiv doch nicht richtig sein, dass in unserer Bundesverfassung zwei Schulfächer geregelt sind, nämlich Sport und Musik, und alle anderen Fächer nicht. Man muss nicht sehr intelligent sein, um festzustellen, dass es wohl nicht sehr lange geht, bis wir weitere Initiativen auf dem Tisch haben.

In meiner politischen Karriere habe ich Folgendes gelernt: Wenn sich die Parlamentarier direkt in die Lehrplangestaltung einmischen, kommt selten etwas Gutes heraus. Ich bin aber überzeugt, dass das Volk diese Initiative sehr genau anschauen wird. Wir hatten schon öfter Initiativen, die, wie zum Beispiel die Tierschutzanwalt-Initiative, im Vorfeld eine sehr breite Unterstützung fanden, vom Volk dann aber abgelehnt wurden. Das Volk schätzt so etwas wie Kantonsautonomie oder eben auch Bildungsautonomie – Bildungsfragen werden zum Teil sogar in den Gemeinden geregelt – nämlich durchaus.

In diesem Sinne bitte ich Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Ein Teil unserer Fraktion wird den Gegenvorschlag unterstützen. Der Gegenvorschlag achtet wenigstens die Kantonsautonomie, wie der Vertreter des Gegenvorschlags gesagt hat.

Schmid-Federer Barbara (CEg, ZH): Im Gegensatz zu meinem Vorredner unterstütze ich als Mutter von musizierenden Jungs die Initiative voll und ganz.

Seit vielen Jahren wird in diesem Land bemängelt, unsere Jugend sei schlecht, alle seien schlecht erzogen, gewalttätig usw. Unser Rat antwortet dann jeweils mit einer Verschärfung des Strafrechts. Kaum wird ein Delikt publik, hagelt es hier Vorstöße, die eine Erhöhung des Strafrahmens vorsehen. Doch das bringt unsere Gesellschaft nicht weiter. Was uns aber sehr wohl weiterbringt, das ist die vorliegende Initiative.

Die Musik ist tatsächlich und wahrhaftig von unschätzbarem Wert, auch für die Entwicklung von Kindern in einer Klasse beispielsweise. Man weiss – das ist wissenschaftlich belegt –, dass Klassen, die mehr Musikunterricht haben, automatisch besser funktionieren und dass die Kinder unter sich einen besseren Zusammenhalt haben. Das ist etwas, das effektiv wirkt. Als Sprachwissenschaftlerin weiss ich, dass Musik tatsächlich auch die Sprachkompetenz fördert. Die Liste der positiven Aspekte der Musik ist endlos. Dass nur 19 Prozent unserer Bevölkerung ein Instrument spielen und 16 Prozent regelmässig singen, ist ein katastrophales Resultat. Es beweist, dass Handlungsbedarf besteht.

Wenn Sie die Vorgeschichte dieser Initiative etwas beleuchten, stellen Sie fest, dass aus unserem Rat schon seit Jahren Forderungen gestellt werden, die in die Richtung der Initiative gehen. In seinem Bericht vom Juni 2005 stellt der Bundesrat fest, dass Mängel im Musikbereich da seien. Doch was hat sich seither bewegt? Eigentlich nichts. Die Initiative ist nun die kritische Stimme unzähliger Menschen dieses Landes – mehr als 150 000 haben sie unterschrieben –, welche Handlungsbedarf anmelden. Sie tun dies auch deshalb, weil es mit Harmos bekanntlich etwas langsam und schleppend vorwärtsgeht.

Kritiker der vorliegenden Initiative sprechen von Kosten, die anfallen. Doch kaum jemand belegt den Nutzen der Musik, den sie auch aus wirtschaftlicher Sicht hat. Nicht nur Musiklehrer und Musiklehrerinnen oder Sänger und Sängerinnen gehören zur Musikwirtschaft, sondern auch der Tonträgerhandel, das Radio, Aufführungsbetriebe – es gibt eine endlose Liste –, alle gehören dazu. Diese Initiative wird auch die Musikwirtschaft fördern.

Musikschulen haben mancherorts mit grossen Problemen zu kämpfen, da sie bislang nur in den Kantonen Basel und Luzern in die kantonale Bildungsgesetzgebung eingebunden sind. Wenn wir nichts unternehmen, dann wird das auch so bleiben. Deshalb ist es sehr wohl angebracht, dass der Bund ein entsprechendes Rahmengesetz für alle zur Verfügung stellt.

Ich anerkenne, dass es gewisse Bedenken bezüglich Ansiedlung der Forderung in der Verfassung gibt – aber dort hat es schon einen Sport- und auch einen Filmartikel! Und gerade weil dieser Sportartikel viel gebracht hat, bin ich überzeugt, dass ein Verfassungsartikel auch bei der Musik sehr viel bringen wird. Gerade weil der Sportartikel so viel gebracht hat, setzen wir uns an dieser Stelle voll und ganz für den Musikartikel ein; wir tun es, weil es für die Gesellschaft so viel bringt.

Der Gegenvorschlag, für den ich gewisse Sympathien habe, scheint mir doch die Sache sehr zu komplizieren. Ich plädiere dafür, dass man einfach die Initiative unterstützt und der Mehrheit zustimmt.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Wir haben es sehr, sehr oft gehört, wir werden es noch sehr oft hören: Musik ist eine schöne Sache, Musik ist eine gute Sache, eine sinnvolle Sache. Musik ist wichtig für die Entwicklung der Kinder, ja selbst für die Gesundheit, sie macht Freude, hat eine wichtige Stellung in Schule, Familie, Gesellschaft. Das ist ja alles richtig. Wir unterstützen das alles, wir machen mit. Ich habe selber Violine gespielt, ich spiele Handharmonika, ich sang viele Jahre ganz leidlich in einem vierstimmigen Chor, und wenn die Fraktionen im Gesangswettbewerb aufeinandertreffen würden, würde ich persönlich die SVP-Fraktion favorisieren, nicht nur wegen der Quantität, sondern auch wegen der Qualität der Stimmen und natürlich wegen den umfangreichsten Klangkörpern. (Heiterkeit)

Aber jetzt kommt die Differenz. Nicht alles, was Sinn macht, nicht alles, was wichtig ist, was schön ist, nicht alles, was uns erfreut, ist Staatssache. Wir haben eine völlig falsche Entwicklung in unserem Land, und zwar auf allen Stufen, bei Bund, Kantonen und Gemeinden. Immer, wenn wir argumentieren, etwas sei gut und sinnvoll, kommt die Forderung, der Staat solle es machen oder zumindest unterstützen. Das ist falsch. Was Freude macht, was wirklich Sinn macht, was eben auch gefördert werden soll, das machen Private besser. Kultur ist grundsätzlich nicht Sache des Staates, Kultur ist Sache der Kultur. Chöre, Blasmusikvereine, klassische Formationen, Instrumentalunterricht, Gesangsausbildung funktionieren doch bestens auf privater Basis, weil die Einzelnen bereit sind, dafür etwas zu leisten, auch finanziell etwas zu leisten, sei es für den eigenen Unterricht, die Ausbildung oder die Ausübung der Musik, sei es als Eltern für die Kinder.

Im Grundsatz machen doch Private das Erfreuliche in unserem Staatswesen. Dem Staat obliegt grundsätzlich die Be- sorgung des Unerfreulichen, weil das Unerfreuliche kaum einen Markt findet. Darum muss der Staat die unvermeidli-

chen Steuern einziehen, darum muss der Staat die Straftäter aburteilen, darum vermittelt der Staat die schwierigen und oft unangenehmen Schulfächer.

Jetzt sind wir bei der Musikförderung bzw. dem Musikunterricht an der Schule und allenfalls schon vor der Schule. Auch diesbezüglich ist die Volksinitiative «Jugend und Musik» nicht zielführend.

Der vorgeschlagene Artikel 67a der Bundesverfassung steht im Widerspruch zum Bildungsrahmenartikel, wie er am 21. Mai 2006 angenommen wurde. Der Bund hat bereits subsidiäre Regelungskompetenz zur kantonalen Harmonisierung, speziell auch bezüglich der Ziele der Bildungsstufen, ohne dass er eben spezielle Fächer regeln soll. Meine Vorrednerin hat gesagt, bei anderen Fächern habe man den Sündenfall auch begangen, also könnte man das hier auch tun; das finde ich keine gute Argumentation. Die Initiative ist ein unzweckmässiger Eingriff in die Kantskompetenz, den wir als Föderalisten ablehnen. Man könnte wirklich alles herausreichen – Herr Noser hat es gesagt – und bundesweit regeln, jedes andere Fach, das eben auch Sinn macht bzw. Freude bereitet. Wir haben ein Kulturförderungsgesetz, wir haben eine Kulturbotschaft in Vernehmlassung; lassen wir diese Dinge jetzt wirken und ihren Gang gehen.

Die Kosten sind nicht zu unterschätzen, die Kosten müssen ein Thema sein. Wir sehen bei der Aufarbeitung der Kosten auch, dass bei Kantonen und Gemeinden bereits sehr viel getan wird. Wir geben für die höhere Musikausbildung über eine Milliarde Franken aus. Darum meinen wir: Die Initiative ist nicht sinnvoll.

Ich bitte Sie, gegen diese Volksinitiative zu stimmen.

Roth-Bernasconi Maria (S, GE): J'avais d'abord pensé vous dire ces quelques mots en chantant, à la façon d'une comédie musicale, mais j'ai préféré renoncer, de peur que l'exercice soit contre-productif par rapport au message que j'aimerais faire passer, à savoir que la musique embellit l'existence, qu'elle est un cadeau précieux pour qui la fait et pour qui l'écoute. La musique est à la fois légère, tout en étant un enjeu de poids, important, essentiel pour toute la collectivité.

En effet, c'est avéré: la musique adoucit les moeurs. Ses bienfaits ne sont pas seulement perceptibles au moment où on l'écoute, non! De nombreuses études ont ainsi démontré les dimensions positives d'une formation musicale dispensée dès les plus jeunes années, dans le cadre scolaire, par des enseignantes et enseignants qualifiés, pour le développement global de l'enfant, de sa personnalité, de ses capacités émotionnelles, d'écoute et de socialisation. Le fait de jouer d'un instrument, notamment, favorise l'intelligence et permet de cultiver des aptitudes particulières – ce n'est pas le parcours de notre nouvelle conseillère fédérale qui le démentira! Et quand la pratique musicale est accessible à toutes les couches de la population, elle revêt une forte dimension intégrative. Car la musique permet de traverser la barrière des langues, des cultures, des classes; elle est partage et rencontre. Or, il est certain que l'épanouissement des enfants, de tous les enfants, est une précondition à une société où l'on puisse vivre – c'est le cas de le dire – en harmonie!

Cette initiative populaire prévoit précisément que la Confédération et les cantons oeuvrent de concert pour encourager la formation musicale des enfants et des jeunes. Elle vise aussi à ce que la Confédération orchestre l'enseignement de la musique à l'école et l'accès des jeunes à la pratique musicale, mais aussi l'encouragement, encore très timide dans notre pays, des jeunes talents musicaux. Certes, les différents plans introduits avec Harmos devraient contribuer à mettre en musique un certain nombre de standards de formation en la matière, mais dans combien de temps? Et certes, on demande à la Confédération d'intervenir dans le champ de l'école obligatoire, mais seulement pour fixer un cadre et des principes généraux, autrement dit, pour donner le la. Aux cantons, ensuite, de composer avec! En outre, le cas échéant, le contre-projet proposé par la minorité de la commission réaffirme la compétence première des cantons.

La Confédération encourage déjà la formation au sport, en vertu de l'article 68 de la Constitution fédérale, qui lui donne notamment la compétence de déclarer obligatoire l'enseignement du sport dans les écoles. La musique – qui est pour moi la gymnastique de l'âme, au même titre que le sport est celle du corps, bien qu'elle ne fasse pas travailler les mêmes muscles! – participe au développement de l'être humain dans toute sa plénitude, dans toutes ses dimensions.

Attachée à cet aspect en tant que socialiste et en tant que membre de l'intergroupe parlementaire «Musique», je soutiens pleinement cette initiative et vous invite, comme la majorité de la commission, à en faire de même. Permettez-moi pour conclure de citer Platon: «La musique donne une âme à nos coeurs et des ailes à la pensée.» Pour que ce beau programme se réalise sans fausse note, en avant la musique!

Müller Geri (G, AG): Diese Volksinitiative ist Musik für die Verfassung. Nach all den vielen Verbotsinitiativen, die in der letzten Zeit in die Verfassung übernommen worden sind, kommt jetzt endlich eine erfreuliche Initiative: Menuette statt Minarett! Ein Tor zur Welt, der Stolz aller Parlamentarierinnen und Parlamentarier, wenn sie ins Land hinausgehen und verkünden dürfen, dass wir in der Schweiz einen Musikartikel in der Verfassung haben!

Musik ist Sprache. Das sage ich insbesondere auf das hin, was Herr Föhn gesagt hat. Ausgerechnet eine Französischlehrerin aus der freisinnig-liberalen Partei steht hinter dieser Initiative, eine Französischlehrerin, die begriffen hat, dass Musik eben auch Sprache ist, dass Sprache Musik ist und dass sich beides gegenseitig bedingt.

Die Volksinitiative ist aber auch Musik für die Kantone – die armen Kantone, die ihre Budgets aus ordnungspolitischen Gründen, lieber Felix Muri, straffen und überlasten mussten, weil wir in diesem Parlament ihnen Aufgaben zugeteilt haben, die ihre Finanzen arg durcheinandergebracht haben. Jetzt soll der Bund einmal etwas bringen, was den Kantonen in dem Sinn Freude macht, dass es zwar eine Einmischung ist, aber eine Einmischung als Frohbotschaft. Es ist eine Operette für die gebeutelten Kantonsfinanzen. Es ist nicht so, dass wir die Kantone in ihrem Elan bremsen werden, im Gegenteil. Wir werden ein Crescendo machen, einen Tango furioso, damit sie ihre Aufgaben besser bewältigen können und das nicht in ihren Konferenzen diskutieren müssen, wie das beispielsweise der Gegenvorschlag will.

Es wurde gesagt, das Elternhaus sei dafür zuständig; das hat Ruedi Noser gesagt. Ja, das ist so. Aber genau so, wie sich viele Eltern für ihre Kinder zum Beispiel keine Fechtausrüstung leisten können und deshalb froh sind, dass «Jugend und Sport» die Fechtausrüstung zur Verfügung stellt, können sich viele Leute für ihre Kinder auch keine Violine leisten, und deshalb ist es für gewisse Kinder gar nicht möglich, Violine zu spielen. Und genau so, wie es teilweise schwierig, dank dem Bund aber doch möglich ist, Lehrpersonen für «Jugend und Sport» zu finden, wird es auch möglich sein, Lehrerinnen und Lehrer für den Musikunterricht zu finden. Musikunterricht ist im Übrigen nicht gratis. Alle Väter und Mütter in diesem Rat wissen, dass Musikunterricht vor allem in der Primarschulzeit horrend teuer sein kann. An der Mittelschule ist er dann teilweise kostenlos, aber dann ist es mit dem Elan der Kinder oft vorbei.

Nicht alles ist Staatssache, wurde uns vorhin gesagt, und: Private machen es besser, lassen wir sie machen. Aber die Grenzen dessen, was die Privaten machen können, sind dann erreicht, wenn die Finanzen es nicht mehr ermöglichen. Der Bund muss nicht alles zahlen, das ist korrekt. Aber warum soll er nicht einmal etwas finanzieren, was auch Freude machen kann und was – wie alle meine Vorrednerinnen und Vorredner gesagt haben – alle machen könnten? Violine zu spielen ist heute für viele Leute aus finanziellen Gründen unmöglich. Dass Musikunterricht auch etwas bringen kann, werden vor allem jene Kolleginnen und Kollegen merken, die wie Kollege Christoph Mörgeli zwar Musikunterricht hatten, aber genau jene Phase verpasst haben, in der

ihnen aufgefallen wäre, dass Musik nicht nur aus Dissonanz, sondern auch aus Konsonanz besteht.

Unsere freisinnigen Väter – der Bund, liebe Christine Egerszegi, wurde eben nur von Vätern gegründet – verzichteten aus politischen Gründen darauf, in den Kantonen die Schulen zu regulieren. Aber unsere Väter hatten als Vorbild auch den Eidgenössischen Sängerverein, der damals mithalf, den Bund zu gründen. Und da Musik nicht eine kantonale Geschichte ist, sondern eine Sache, die den ganzen Menschen betrifft, dürfen wir hier die Idee der Staatsverfassung durchaus ein bisschen ritzen und die Musik als etwas Übergeordnetes verstehen.

Deshalb bitte ich Sie: Tragen Sie Musik ins Land hinaus, unterstützen Sie die Initiative. Die Kantone, und vor allem auch die Gemeinden, werden Ihnen hinterher dafür danken.

Bigger Elmar (V, SG): Herr Kollege, ich weiss, dass es das Dummste ist, wenn ich Ihnen eine Frage stelle. Musik ist Kultur. Was für Musik ist Kultur, Musik in Englisch oder in der Muttersprache? Diese Frage möchte ich beantwortet haben.

Müller Geri (G, AG): Als Bildungsverantwortlicher einer Stadt muss ich Ihnen sagen, dass eine Frage nie dumm ist, sondern dass uns eine Frage immer weiterbringt. Kultur ist in dem Sinne alles, indem sie die Leute zusammenbringt, indem sie ihre Ausdrucksmöglichkeiten verstärkt, egal, ob das in Englisch, Schweizerdeutsch oder in einer anderen Sprache ist. Musik ist wichtig für eine Verbindung, und sie bietet auch die Möglichkeit, dass man sich fast über alle Grenzen hinweg treffen kann.

Meier-Schatz Lucrezia (CEg, SG): Zuerst möchte ich, wie viele meiner Vorredner und Vorrednerinnen, meine Interessenbindung offenlegen: Ich bin Mitglied des Patronatskomitees der Musik-Initiative.

Wir sind vorletzte Woche, wir haben es bereits gehört, sogar so weit gegangen, dass wir im Rahmen des Sportförderungsgesetzes den Kantonen drei Stunden Sportunterricht pro Woche aufgebunden haben. Wir haben dort ein Signal setzen wollen und mitgeteilt, dass Sport wichtig sei. Aber Sport alleine ist nur eine halbe Förderung. Musik und Sport dienen der Entwicklung des Kindes. Sie stärken seine Beweglichkeit, seine Musikalität und fördern vor allem seine Sozialkompetenzen. Wer einmal ein Kleinkind erlebt und es beobachtet hat, spürt, welch wichtige Rolle Musik spielt: Kaum kann es sich selbstständig in einem Raum bewegen, übernimmt es den Rhythmus der Musik, tanzt, hüpfst und imitiert. Beweglichkeit und Musikalität gehören zusammen, doch im Laufe der Jahre lassen wir vor allem das Musische verkümmern, obwohl Singen und Musizieren wesentliche Faktoren in der Menschenbildung sind.

Wer sich mit der Wirkung der Musik auf die Entwicklung der Kinder auseinandersetzt – das hätte Herr Noser vielleicht tun müssen –, stösst auf eine Langzeitstudie des Max-Planck-Instituts in Deutschland, eines Instituts, das auf Kognitions- und Neurowissenschaften spezialisiert ist. Das Institut hat Kinder zwischen 6 und 12 Jahren über längere Zeit beobachtet. Mit dieser Langzeitstudie konnte klar belegt werden, dass die Beschäftigung mit Musik dazu führt, dass die Sprachentwicklung schneller und deutlicher ist, dass sie ausgeprägter ist, insbesondere in Bezug auf die Syntax und den Bau von Sätzen.

Musikalische Bildung, wie sie die Initianten fordern, dient der ganzheitlichen Entwicklung des Kindes. Sie fördert seine Intelligenz, unterstützt das Erlernen von Sozialkompetenzen und öffnet dem Kind den Zugang zur Kreativität und zur Gefühlswelt. Wir dürfen uns in diesem Zusammenhang durchaus fragen: Was ist wichtiger für unser Leben in Familie und Gesellschaft als das Erlernen von spezifischen Lebenskompetenzen? Miteinander schaffen, voneinander lernen, aufeinander zugehen, füreinander da sein: Diese Kompetenzen fördern nicht nur den Zusammenhalt, sie erlauben dem Menschen auch zu spüren, dass es auf seinen Einsatz kommt. Er übernimmt mit andern die Verantwortung für das Gelingen des Ganzen.

Diese Kompetenzen erlernen Kinder während des Musizierens, des gemeinsamen Auftritts, des Singens im Chor, des Mitspielens in der Schulband oder des gezielten Musik hörens. Heute haben aber längst nicht alle Kinder Zugang zur Musik, obwohl sie in ihrer frühen Kindheit zur Bewegung animiert und ihre Beweglichkeit gefördert hat. In vielen Familien verkümmert die Lust an der Musik, in anderen wiederum fehlen die finanziellen Mittel zur Förderung der musikalischen Bildung der Kinder. Deshalb sollten alle Kinder ab Schulbeginn die Chance erhalten, eine musicale Ausbildung zu geniessen und die Möglichkeit haben – wenn gewünscht –, ein Instrument zu lernen und wenn immer möglich in einem Ensemble ihrer Wahl zu musizieren. Musikalische Bildung in der Schule fördert das Miteinander-Schaffen, das Voneinander-Lernen, das Aufeinander-Zugehen, das Füreinander-da-Sein und die Übernahme gemeinsamer Verantwortung für das Gelingen des Ganzens. Diese fundamentalen sozialen Bezüge sind Bedingungen einer Lebensgemeinschaft, einer lebendigen Gesellschaft. Die Förderung der musikalischen Bildung sollte unseres Erachtens ein grosses Anliegen sein. Sie gehört nicht etwa in den Kulturarikel, sie braucht einen spezifischen Musikartikel in der Bundesverfassung. Deshalb werde ich ganz klar und aus Überzeugung Ja zur Initiative sagen. Der Gegenvorschlag ist eigentlich nicht notwendig.

Heim Bea (S, SO): Man kann eigentlich nicht genug betonen, was erwiesen ist, und zwar neuropsychologisch wie pädagogisch: Musizieren fördert die Intelligenz und die Persönlichkeitsentwicklung. Kein Wunder und erfreulich auch, dass selbst der Bundesrat die Bedeutung der musikalischen Breitenförderung betont, und das ist es, was es in unserem Land braucht. Dazu erforderlich ist, angesichts der Harmonisierung der kantonalen Bildungssysteme, eine gemeinsame Verantwortung von Bund und Kantonen für eine ganzheitliche Bildung. Dazu gehört die Musik genauso wie der Sport, und zwar im schulischen wie im nichtschulischen Bereich. Nach der 40 Jahre währenden Arbeit von 400 Musikschulen in der Schweiz gilt es nun, endlich Nägel mit Köpfen zu machen. Es gilt, die musikalische Erziehung mit einem Rahmengesetz gesamtschweizerisch zu verankern, um den Zugang für alle, auch für Kinder von Eltern mit wenig oder keinem Geld, zu sichern. Es geht um die Chancengleichheit in der Bildung. Das ist ein Auftrag der Bundesverfassung, der Bund hat dies zu gewährleisten und darf nicht länger untätig bleiben. Kein anderer Bildungsbereich ist heute angesichts der hohen Elternbeiträge, veritabel elitären Zugangsperren, derart politischer Willkür ausgesetzt wie die Musik. In unzähligen politischen Reden wird zwar jeweils der Wert des Musizierens in den höchsten Tönen gelobt. Aber damit ist es nicht getan – Sie wissen es –, offensichtlich auch nicht mit dem Jugendförderungsgesetz von 1989. Es braucht mehr zur Förderung der musikalischen Bildung, im Interesse der Kinder und der Chancen der Jugend im Leben. Als Heilpädagogin und Rhythmisiklehrerin weiss ich, dass Musik die Herzen und die Menschen öffnet. Kinder mit Sprach- oder Bewegungsstörungen finden mit der Musik ihre Sprache, ihr Gleichgewicht im Körper und damit auch den Anschluss in der Schule und in unserer Leistungsgesellschaft. Dann, Herr Föhn, lernt es sich eben leichter rechnen und lesen. Musik öffnet die Türen zu einem selber und fördert die Verständigung zwischen den Menschen. Die Aktivierung beider Hirnhälften, der emotional-kreativen und der logisch-intellektuellen, beschleunigt die Lernprozesse. So unterstützt und steigert aktives Musizieren die Intelligenz und ganz stark die soziale Kompetenz und die Integrationsfähigkeit. Jugendliche aus ganz verschiedenen Kulturschichten finden über die Musik gegenseitiges Verständnis und den Respekt füreinander. Junge, die sich verstanden fühlen, die sich ausdrücken können, brauchen die Sprache der Fäuste nicht, um sich Beachtung zu verschaffen. Musik verbindet und fördert. Ein Ja zu dieser Initiative heisst, die Chancen der Musikerziehung und des Musizierens endlich in der ganzen Schweiz für alle Kinder, für alle Jugendlichen zu nutzen. Ein Ja zu dieser Initiative heisst, über definierte Grundanforderungen

zusammen mit den Kantonen eine qualifizierte Ausbildung der Lehrpersonen sicherzustellen. Der Bund hat 2005 in seinem Bericht über die musikalische Bildung erhebliche Defizite in der musikalischen Bildung festgestellt. Ich meine, es ist an der Zeit, den Einsichten Taten folgen zu lassen. Beweisen wir, dass es uns ernst ist mit der Zukunft der Kinder, der Jugend, dass es uns ernst ist mit der Musik, und sagen wir Ja zur Initiative!

Glauser-Zufferey Alice (V, VD): Les buts fondamentaux de cette initiative populaire sont des plus louables. Encourager et renforcer la formation musicale dans la société est une évidence. Le fait de chanter, de jouer d'un instrument, seul ou dans une société, développe et favorise chez les enfants et les jeunes l'acquisition de compétences sociales et artistiques. Pratiquer la musique permet à chaque jeune de développer des aptitudes particulières pour toute sa vie: sensibilité, esthétique, vision et bonne intelligence avec le monde. Ce n'est pas le principe qui est en cause, c'est la façon de le mettre en oeuvre.

Je suis d'avis, avec la majorité du groupe UDC, que cet enseignement faisant au départ intrinsèquement partie du cursus scolaire est donc l'affaire des cantons. Ce sont eux qui sont le plus à même d'organiser la suite et l'encouragement de la musique selon les besoins de leur jeunesse. Cette initiative, surtout à son alinéa 2, viole le principe de la claire séparation des compétences entre la Confédération et les cantons. Quant à l'alinéa 1, il est à notre avis superflu étant donné que la Constitution a déjà prévu l'encouragement de la musique et que la base légale concernée a été renforcée, Monsieur le conseiller fédéral Burkhalter nous l'ayant assuré en commission.

Dans le canton de Vaud, une loi sur les écoles de musique a longtemps manqué, il est vrai. Elle est cependant en bonne voie et répondra ainsi, à mon avis, à l'intention des initiateurs. Dans de nombreux autres cantons, il y a des lois encourageant les activités musicales et des moyens importants sont alloués. Dans le canton de Fribourg par exemple, les aides se montent à plus de 30 millions de francs par an. Le canton de Vaud prévoit aussi cette somme, une fois que son enseignement sera structuré selon la future loi en cours d'examen. On peut penser que les autres cantons suisses consacrent à l'encouragement de la musique des sommes aussi relativement élevées selon la taille de leur population. Ces coûts sont dus en particulier à la professionnalisation exigée par les autorités sous la pression des parents et surtout des enseignants eux-mêmes qui souhaitent des salaires harmonisés.

Actuellement, l'enseignement est assumé souvent de façon hétérogène suivant les régions, les écoles de musique ou les sociétés qui les assument. La tendance est à la standardisation des conditions de travail et à l'harmonisation des qualifications professionnelles toujours revues à la hausse. Cela ne va pas sans causer de grands soucis aux responsables de certaines petites écoles de musique régionales. Respecter les normes et les lois cantonales sera déjà bien assez difficile et cela pourrait les amener à devoir renoncer à leur activité, elles qui, de fait, fonctionnent grâce aux bénévoles passionnés prêts à consacrer du temps sans compter à l'enseignement. Qu'en sera-t-il si la Confédération vient encore exercer une pression sur les cantons? Ceux-ci sont conscients des coûts élevés à assumer pour les citoyens, qui, en définitive, paient toujours la note.

L'UDC comprend la position du Conseil fédéral, qui veut laisser à chaque canton une marge de manœuvre selon ses besoins, et elle refuse – et moi aussi – d'inscrire ce nouvel article dans la Constitution.

Ingold Maja (CEg, ZH): Der Bericht des Bundesrates vom Frühjahr 2005 über die musikalische Bildung listet klar eine ganze Reihe erheblicher Defizite in der schulischen und in der ausserschulischen musikalischen Bildung in der Schweiz auf, und er stellt einen wegweisenden Massnahmenkatalog auf. Seit 2005 hat sich aber nichts Wesentliches geändert, außer dass Artikel 12 des Kulturförderungsgesetzes



zes beschlossen wurde. Die Initiative ist deshalb die notwendige Antwort auf die Feststellungen und Forderungen des bundesrätlichen Berichtes.

In seiner ablehnenden Botschaft zur Initiative anerkennt der Bundesrat zwar in allgemeiner Weise die gesellschaftliche Bedeutung der musikalischen Bildung, aber er spricht überhaupt nicht von der Bedeutung der Musik für die seelische und geistige Bildung der jungen Menschen, wie sie auch die Bundesverfassung fordert. Er argumentiert nur kompetenzrechtlich und einseitig auf den schulischen Unterricht bezogen, aber nicht bildungs- und gesellschaftspolitisch. Zwar hat er vielleicht nichts gehört von der Studie, die bewies, dass im Chor singende und musizierende Kinder und Jugendliche auch besser in Mathematik sind, aber es ist sicher allgemein anerkannt, dass Musik gemeinschaftsfördernd wirkt – das ist heute oft gesagt worden –, dass sie das Aufeinanderhören fördert, das Rücksichtnehmen, den Teamgeist, dann auch Disziplin und strukturiertes Denken. Es werden geistige Kapazitäten aufgebaut und geschult, und die erhöhte Lern- und Selbstkompetenz erlauben den Aufbau von Sozialkapital, von Humanvermögen, das den Musizierenden sehr viele Türen zu Kultur, zu Wissen und nicht zuletzt zu sozialen Netzwerken öffnet, und das nicht nur virtuell. Die kulturübergreifende, völkerbindende Komponente ist ja so greifbar bei Bands, bei Chorfestivals.

Die Musik ist zu wichtig, als dass sie weiter eine Stiefschwester des Sports bleiben dürfte. Der Bundesrat scheut den Eingriff in die Hoheit der Kantone. Man gewinnt fast den Eindruck einer heiligen Scheu vor dem Föderalismus. Dieser findet zwar oft die tauglicheren Lösungen, weil die Zusammenarbeit mit den Umsetzern schneller geht. Aber das ist sowohl Chance als auch Risiko. Wenn Kantone die musikalischen Standards ihrem finanziellen Spielraum gemäss plannen, dann kommt die musikalische Bildung regelmässig unter Druck. Sie gilt als Kultur, sie ist nicht vorgeschrieben, ist freiwillig wie der Sport und gehört deshalb bei der Budgetierung zur Manövriermasse.

Genau das darf nicht passieren. Die musikalische Bildung ist zu wichtig, als dass sie als Ausgleichskostenstelle missbraucht werden dürfte, wo gekürzt wird, wenn der Kanton sparen muss. Das geht dann regelmässig auf Kosten der einkommensschwachen Eltern und auch zulasten der unzähligen Ehrenamtlichen, die sich in Vereinen, in Musikern, in Chören engagieren. Dieses wertvolle Ineinandergreifen von freiwillig Tägigen und Profis, dessen sich die Schweiz zu Recht rühmt, kann längerfristig nur erhalten bleiben, wenn auch die Anerkennung und die Unterstützung gewährleistet sind. Deshalb sollen die Kantone ihre Subventionen nicht nach Belieben bestimmen, sondern der Bund soll Vorgaben machen. Es kann doch nicht sein, dass Kinder von wirtschaftlich schwachen Eltern keinen anderen Zugang zur Musik bekommen als irgendein Grundjahr in der Primarschule und vielleicht noch ein paar Flötenlektionen in der Gruppe! Von der Förderung von begabten Jugendlichen, für die ausserhalb der Gymnasien meist gar kein Zugang zu den Hochschulen mehr besteht, rede ich gar nicht erst.

Es gibt heute Politikbereiche, in denen die kantonale Hoheit nicht mehr die beste Lösung ist. In der Bildung ist das Harmonisierungsdefizit heute ja eklatant. Wer weiss, wann es wirksam angegangen wird. Es geht nicht um eine Machtverschiebung, sondern um ein Bekenntnis der Schweiz und um ein primäres «commitment» wie beim Sport. Das kann nicht subsidiär zu den Kantonen wahrgenommen werden, wie es der Gegenentwurf vorschlägt.

Teuscher Franziska (G, BE): Für einmal dürfen wir uns in diesem Saal mit den angenehmen Seiten des Lebens auseinandersetzen: mit der Musik. Heute geht es um die Bildung unserer Jugendlichen und die Bedeutung der Musik. Ich hoffe, dass es für die Debatte zur Volksinitiative «Jugend und Musik» ein gutes Omen war, dass wir letzte Woche eine Konzertpianistin zur Bundesrätin gewählt haben.

Einige von Ihnen haben wohl in Ihrer Schulzeit ein Instrument spielen gelernt. Einige von Ihnen haben Ihren Kindern das Musizieren ermöglicht. Viele von uns wissen also, wie

wichtig Musikunterricht für Kinder und Jugendliche ist. Wir haben hier schon viel über Jugendgewalt und Jugendkriminalität diskutiert. Heute können wir einmal präventiv etwas für unsere Jugend machen. Musikunterricht fördert die soziale Kompetenz und die Intelligenz der jungen Menschen. Die Unterstützung der Volksinitiative ist sehr breit: Sie reicht von Polo Hofer über Stephan Eicher bis zu Francine Jordi – dies auch an die Adresse von Herrn Bigger, der wohl befürchtet, dass sich mit der Annahme der Initiative das Englische in unserer Kultur durchsetzen würde. Zwanzig Musikverbände mit rund einer halben Million Mitglieder tragen diese Volksinitiative.

Es geht darum, dass der Musikunterricht an Schulen der Sportförderung gleichgestellt wird. Es wurde hier bereits mehrmals gesagt: Wir haben zu Beginn dieser Session beim Sportförderungsgesetz beschlossen, dass die Stundenpläne unserer Kinder drei Lektionen Sport pro Woche enthalten müssen; ein sinnvoller Entscheid in einer Zeit, wo Bewegungsarmut herrscht. Doch mir leuchtet nicht ein, wieso der Bund sich auf die körperliche Leistungsfähigkeit beschränken soll und nicht auch die geistige Leistungsfähigkeit unserer Kinder stärken will. Wenn Kinder und Jugendliche heute ein Musikinstrument spielen lernen, «entschleunigt» dies auch ihr Leben. Man lernt heute genauso langsam oder eben genauso schnell, ein Musikinstrument zu spielen, wie das zu Zeiten von Beethoven oder Mozart der Fall war. Wir können damit einen heilsamen Kontrast zur Welt des Computers schaffen, in der alles immer schneller wird.

Gegen 250 000 Schülerinnen und Schüler bekommen landesweit Musikunterricht. Die Zahl der Kinder, die ein Musikinstrument spielen lernen, geht jedoch jedes Jahr zurück. Das hat auch damit zu tun, dass dieses Fach an den Schulen nicht jene Beachtung bekommt, die es eigentlich haben sollte.

Ein weiteres Problem ist sicher, dass sich viele Eltern heute keine ausserschulische Musikerziehung für ihre Kinder leisten können. Jedes Kind sollte aber die Möglichkeit haben, ein Instrument zu erlernen. Dazu braucht es Subventionen für die Musikschulen, damit Kleinverdiener die Stunden ihrer Kinder auch bezahlen können. 2009 hat der Bund «Jugend und Sport» mit 55 Millionen Franken subventioniert. Er hat für Turn- und Sportverbände fast 7 Millionen Franken ausgegeben und den Bau von Sportstätten mit 4,5 Millionen Franken unterstützt. Ich will diese Beiträge nicht infrage stellen, aber ich bin überzeugt: Es ist höchste Zeit, dass die musikalische Erziehung auch finanziell mit der sportlichen Erziehung Gleichschritt hält. Deshalb bitte ich Sie, die Volksinitiative zur Annahme zu empfehlen.

Tschümperlin Andy (S, SZ): Wie viele vor mir möchte ich meine Interessenbindungen bekanntgeben:

1. Ich bin Musiker; ich bin Mitglied einer Band, spiele Bassgitarre und Geige. Am letzten Samstag hatte ich mit meiner Band einen Auftritt in Schwyz. Die Band heisst «Stets à Soo». Ich kann Ihnen sagen: Der Auftritt hat sehr viel Spass gemacht.
2. In unserer Familie musizieren alle vier Kinder, drei von ihnen tanzen auch in diversen Formationen, von Breakdance über Jazzdance bis zu Contemporary Dance. Ich weiss nicht, was das alles ist; ich weiss einfach, dass es den Kindern sehr gut tut.
3. Als Lehrperson habe ich über zwanzig Jahre selber das Fach Musik unterrichtet. Ich habe das sehr, sehr gerne gemacht. Ich habe nämlich gemerkt, dass die Kinder Freude an Musik haben. Sie leben die Musik; sie brauchen die Musik als Ausgleich zu all den anderen Fächern, die an der Schule unterrichtet werden.

Zu meiner Geschichte: Eigentlich war es ein Glück, dass meine Eltern mir – und meinen vier Geschwistern übrigens auch – den Musikunterricht privat finanzierten, seit ich fünf Jahre alt war. Als Unternehmer waren sie überzeugt davon, dass Musikunterricht für die Ausbildung der Kinder wichtig sei. Ich erinnere mich noch gut daran: Als ich sieben Jahre alt war, konnte ich an einer Vortragsübung über hundert Per-

sonen mit meiner Geige ein Vortragsstücklein vorfiedeln. Der Applaus hat mir als Siebenjährigem gut getan. Dann kam meine aktive Zeit im Jugendorchester Schwyz. Es gab Konzerte, Musiklager, gute Kolleginnen und Kollegen und sehr viel gemeinsames Musizieren. Eine meiner Musikerkolleginnen war übrigens Graziella Contratto – Sie erinnern sich vielleicht an die Eröffnungsfeier zu Beginn dieser Legislatur; sie ist die Dirigentin, die das Orchester leitete.

Viele meiner Kolleginnen und Kollegen hatten diese Chancen nicht; einerseits, weil die Einkommensverhältnisse der Eltern dies nicht zuließen, andererseits, weil der Musikunterricht zu dieser Zeit ohne staatliche Unterstützung war. Eine Chance, Musik möglichst vielen Kindern zugänglich zu machen, war dann die Gründung der Musikschulen in den Siebzigerjahren. Der Unterricht wurde durch Gemeindebeiträge subventioniert, der privat finanzierte Anteil war aber immer noch relativ hoch. Vor allem ist dieser Betrag heute von Gemeinde zu Gemeinde noch sehr, sehr unterschiedlich. Wiederum wurde einigen, die Interesse hatten, der Zugang zum Musikunterricht erschwert.

Wohlverstanden, zu dieser Zeit war es so, dass der Musikunterricht an den Schulen von Lehrpersonen erteilt wurde, die eine musikalische Ausbildung absolviert hatten. Vor dreissig Jahren war Musikunterricht ein wichtiger Teil der Ausbildung an den Lehrerseminaren. Ein obligatorischer Teil der Ausbildung war das Erlernen eines Musikinstruments, und es gab einen Abschluss in Musiktheorie. Daneben wurden auch eine Gesangsausbildung und andere freiwillige musikalische Betätigungen angeboten. Wie sieht es heute aus?

An den pädagogischen Hochschulen ist der Musikunterricht zum Wahlfach verkommen. Viele Lehrpersonen an den Volksschulen musizieren wenig bis gar nicht mehr. Musikunterricht wird sehr unterschiedlich angeboten. Ein kulturelles Erbe und Fachkompetenz in der Musik gehen verloren; das gilt übrigens auch für die Volksmusik. Ich bin der Meinung, das darf nicht sein.

Ich bin als Musiker, Vater, Lehrer und Politiker überzeugt davon, dass die drei Hauptanliegen der Initiative Unterstützung brauchen:

1. Während des obligatorischen Schulunterrichts muss Kindern und Jugendlichen in der Musik ein qualitativ ebenso guter Unterricht angeboten werden wie in anderen Fächern.
 2. Allen Kindern soll der Zugang zum Musikunterricht in den Musikschulen ermöglicht werden.
 3. Kinder und Jugendliche, die besondere musikalische Begabungen haben, sollen optimal gefördert werden.
- Ich bitte Sie, die Initiative «Jugend und Musik» aktiv, nicht nur in diesem Saal, zu unterstützen.

Pfister Theophil (V, SG): Bei aller Sympathie für die Musik – ich muss diese Initiative aus ordnungspolitischen Gründen zur Ablehnung empfehlen, und dies zu tun, empfehle ich auch Ihnen.

Da setzten sich Tausende von Personen für eine Sache ein, sammelten mit viel Idealismus Unterschriften, damit die verlangten 100 000 Unterschriften zusammenkommen, für eine gute und ehrliche Sache, wie sie es natürlich erwarteten. Und dann kommt am Ende breite Kritik, diese Initiative sei überflüssig, ja gar falsch. Aber es ist leider so.

In der Bundesverfassung haben wir den Kulturarikel, Artikel 69, und darin ist die Musik heute schon ganz speziell erwähnt. Er gibt dem Bund subsidiäre Kompetenzen. In Artikel 69 heisst es klipp und klar: «Für den Bereich der Kultur sind die Kantone zuständig.» Weiter heisst es: «Der Bund kann kulturelle Bestrebungen von gesamtschweizerischem Interesse unterstützen sowie Kunst und Musik, insbesondere im Bereich der Ausbildung, fördern.» So steht es in der Bundesverfassung. Also muss sich der Wunsch der Musikfreunde ganz klar und in erster Linie an die Kantone richten, wenn sie auf den Musikunterricht Einfluss nehmen wollen. Auf Bundesebene kommen sie in Widerspruch zur Bundesverfassung.

Was ist schiefgelaufen? Es gibt Kräfte, auch in unserem Land, die möglichst alles einer einheitlichen Zentralgewalt

unterstellen möchten. Aber diese Kräfte befinden sich normalerweise auf der linken und nicht auf der bürgerlichen Seite. Das hat auch der Bundesrat so gesehen und sich zwar hinter die Wünsche der Jugendmusik gestellt, aber sich dennoch gegen diese Initiative ausgesprochen.

Ich muss nun ebenfalls wählen. Will ich diese Initiative unterstützen und ordnungspolitisch in unser System zusätzliche Unordnung einführen? Oder will ich diese Initiative ablehnen und vielerorts auf Unverständnis stossen? Ich hoffe noch, dass sich auch die Kantone ihrer Verantwortung für die Musik und für die Ordnungspolitik bewusst sind und den geraden Weg wählen. Einzelne Kantone haben dies bereits getan. Sie lehnen die Initiative ab.

Mein Entscheid ist klar: Ich empfehle die Initiative aus ordnungspolitischen Gründen zur Ablehnung. Sie bringt mehr Nachteile als Vorteile.

Ich kann den Initianten einen Vorwurf nicht ersparen: Diese Initiative ist in Anbetracht der bestehenden Verfassungsgrundlage für die Musik nicht nur unnötig, sondern sie ist extrem populistisch. Wer will sich denn schon gegen die Volksmusik und gegen die Musik im Allgemeinen aussprechen? Also kann sich gar kein Gegner zeigen. Also ist der Erfolg schon fast sicher. Das ist verdrehtes Denken von jenen, die es besser hätten wissen müssen. Ich entschuldige mich bei den Musikfreunden, dass ich diesem Denken nicht zustimmen kann, und ich hoffe, dass diese Abstimmung als ein Lehrstück der Initiativgeschichte vom Volk auch entsprechend behandelt, die Initiative also abgelehnt wird.

Schmidt Roberto (CEg, VS): Kennen Sie den Mozart-Effekt? Nein, ich meine nicht die negativen Auswirkungen der süßen Mozartkugeln auf unser linienbewusstes Verhalten. Der Mozart-Effekt besagt, dass aktives Musizieren die Fähigkeiten eines Menschen verändert und positive Effekte auf die Gesundheit, das Lernen und das soziale Verhalten hat. Studien belegen, dass aktives Musizieren die Konzentrationsfähigkeit verbessert, das Gedächtnis stimuliert und die Intelligenz fördert. Jetzt wissen wir also, warum sich so viele unter der Dusche heiser singen.

Trotz all dieser Studien haben heute nicht alle Kinder die Chance, ein Musikinstrument zu erlernen und in einem Ensemble mitzuspielen. Papa Staat hat da kein Musikgehör. Die Musik hat es nicht erst seit dem Pisa-Schock schwer, in der Schule gegen harte Fächer anzukommen. Was zählt, ist Leistung, und die ist im Musikunterricht nun mal schwer messbar.

Eigentlich müssten uns solche Studien auch gar nicht interessieren. Sie lassen ja Ihre Tochter auch nicht Klavier spielen, damit sie besser rechnet oder leichter Sprachen lernt. Musik braucht eigentlich keine Rechtfertigung, musizieren sollte ein Menschenrecht sein, nicht auf einen Zweck ausgerichtet, Selbstzweck einfach. «Die Musik spricht für sich allein. Vorausgesetzt, wir geben ihr eine Chance.» Das sagte einst Yehudi Menuhin. Die musikalische Bildung von Kindern und Jugendlichen sollte darum ein wichtiges gesellschaftliches Anliegen sein. In Anlehnung an Nietzsche möchte ich sagen: «Ohne Musik wäre das Leben ein Irrtum.» Wenn man durch das Musizieren auch noch gescheiter wird, besser rechnet, rascher Fremdsprachen lernt, so mag dies ein Grund mehr sein, sich für die Musikförderung einzusetzen. Mit Überzeugung stehe ich hinter der Initiative «Jugend und Musik»; nicht ganz uneigennützig, was ich hier gestehen muss. Seit genau dreissig Jahren bin ich als Chorleiter und Blasmusikdirigent tätig. Da habe ich natürlich ein ureigenes Interesse, dass möglichst viele Kinder den Zugang zu Musik und Gesang finden. Ich unterstütze die Initiative aber nicht nur, weil unsere Helvetia Sänger, kleine Mozarts und blitzgescheite Kinder braucht, sondern weil wir durch die Musik auch kernige Menschen in unserem Land formen, Persönlichkeiten eben. Musik fördert die Sozialkompetenz. Das gemeinsame Musizieren fördert das Miteinander-Schaffen, das Voneinander-Lernen, das Aufeinander-Zugehen, das Füreinander-da-Sein in einer gemeinsamen Verantwortung für das Gelingen des Gesamten. So gesehen, könnte die Wirkung einer Haus-Band im Bundesrat geradezu wundersam sein.



Wissen Sie, was Bundesrätin Sommaruga mit Polo Hofer verbindet? Oder Barack Obama mit Peter Reber? Oder Papst Benedikt XVI. mit Toni Vescoli? Oder unseren Otto Ineichen mit den Beatles? Oder Adolf Ogi mit DJ Bobo? Alle erlernten sie in frühen Kinderjahren ein Musikinstrument und musizierten, manchmal wohl auch mit Widerwillen, nie aber für die Katz. Ihre musikalische Bildung prägte ihre Entwicklung, machte sie zu Persönlichkeiten, zu ausserordentlichen Talenten. Obwohl in der Politik leise Töne manchmal wirkungsvoller sind, wurde vor wenigen Tagen sogar aus Bundesrat Merz ein rhythmischer Rapper kreiert – dem Bündnerfleisch sei Dank.

Es ist unglaublich, wie viele Talente, wie viel Kraft und Rhythmus in unseren Kindern stecken; wir müssen die Talente nur wecken, das Feuer entfachen. Wie Mani Matters «Zündhölzli», dessen kleine Flamme die grosse Welt verändert hätte, wenn er es nicht rechtzeitig vom Teppich genommen hätte. Sie erinnern sich sicher noch: (*singt*) «I han es Zündhölzli azündt und das het e Flamme gäh ...» Ja, die Initiative könnte auch so ein «Zündhölzli» sein. Entfachen wir in unseren Kindern und Jugendlichen noch mehr das Feuer der Musik. Erleichtern wir allen den Zugang zur Musik. Das tätet unserem Land gut, denn die Förderung der musikalischen Bildung ist ein Gewinn für die gesamte Gesellschaft. C'est le ton qui fait la musique; c'est la musique qui fait vibrer notre pays et son âme.

Lachenmeier-Thüring Anita (G, BS): Kopf, Herz und Hand: Diesen Dreiklang postulierte der wohl berühmteste Schweizer Pädagoge, Pestalozzi, vor rund 150 Jahren. Dieser Dreiklang prägte die Schweiz. Dieser Dreiklang prägte die Bildungslandschaft Schweiz über Jahrzehnte. Was bedeutet er? Pestalozzi setzte sich für den ganzheitlichen Ansatz in der Bildung ein. Man kann einem Kind nicht einseitig Wissen eintrichten. Geist und Körper gehören zusammen und müssen ganzheitlich betrachtet und gefördert werden. Für eine gesunde Entwicklung muss auf alle Sinne eingegangen und müssen alle Fähigkeiten gefördert werden: Kopf, Herz und Hand. Die kreativen, musischen Fächer gehören genauso in den Lektionenkorb wie Sprache und Mathematik. Musik, Werken, Zeichnen und Turnen sind mehr als nur Ausgleichsfächer. Sie bilden den Grundstock für die kognitiven Fähigkeiten.

Die Auswirkung des Musikunterrichts wurde wissenschaftlich untersucht: Kinder verbessern ihre soziale Kompetenz, steigern ihre Lern- und Leistungsmotivation, weisen einen bedeutend höheren IQ auf, kompensieren Konzentrationschwächen und verbessern letztlich ihre schulische Leistung. Wir haben das bereits von vielen gehört. Auch die gestaltenden Fächer bieten diese Chancen. Sie vernetzen sinnliche Erfahrung, ästhetisches Denken, gestaltenden Ausdruck und motorische Fähigkeiten, und sie fördern die kindliche Entwicklung. Trotzdem ist festzustellen, dass genau diese Fächer je länger, je mehr den Sparbemühungen der Kantone zum Opfer fallen oder wegen der vielen neuen Ansprüche an die Schule anderen Fächern weichen müssen. Sprachförderung, Fremdsprachen, Mathematik und naturwissenschaftliche Fächer sind wichtig – sie auf Kosten von Musik, Werken und Turnen zu unterrichten ist jedoch kontraproduktiv.

Letzte Woche hat sich unser Rat für drei Stunden Turnunterricht auf allen Schulstufen ausgesprochen. Dass sich die Kinder zu wenig bewegen, Bewegung jedoch unabdingbar für die Gesundheit ist, ist glücklicherweise unbestritten. Im Turnunterricht, aber auch im Werk- und Musikunterricht kommen diejenigen Kinder aus sich heraus, die in anderen Fächern manchmal etwas Mühe haben. In diesen kreativen Fächern können sie andere Fähigkeiten erkennen und auch ausleben.

Soziale Kompetenzen, welche in unserer komplexen Gesellschaft je länger, desto wichtiger werden, können in diesen Fächern gefördert werden. Viele Kantone haben leider kein Musikgehör, wenn es darum geht, Musik zu fördern. Kurzfristige finanzielle Bedenken sind ihnen oft näher als die

langfristige Investition in die Zukunft der Schülerinnen und Schüler.

Darum braucht es diese gesetzliche Grundlage auf Bundesebene. Stimmen Sie dieser Initiative zu!

Voruz Eric (S, VD): 153 626 signatures, 260 000 élèves concernés, les écoles de musique financées à hauteur de 46 pour cent par les communes, 40 pour cent par les parents et seulement 14 pour cent par les cantons: voilà pourquoi l'initiative populaire «Jeunesse et musique» tombe à point nommé! Dans mon canton, où une loi a de la peine à voir le jour, les communes qui le veulent bien aident par des subventions des jeunes de condition moyenne et modeste à exercer leur hobby préféré qu'est la musique. La participation financière des parents n'est pas négligeable, d'où le fait qu'il est important de subventionner les écolages.

Lorsque j'étais syndic de ma ville, j'étais aussi membre du Conseil de fondation du Conservatoire de musique de l'Ouest vaudois, qui a longtemps été présidé par un autre syndic d'une commune voisine, Monsieur André Bugnon. Qu'il était difficile de convaincre les communes de ma région de verser dans un pot commun pour aider les écoles de musique – quel que soit leur genre – et, par là, les élèves! Aujourd'hui encore, même si les progrès sont réels, il faut toujours convaincre, car les communes ne sont pas obligées de soutenir financièrement la formation musicale des enfants et des jeunes. C'est pourquoi l'initiative populaire «Jeunesse et musique» pourra donner ce coup de pouce indispensable et encourager ainsi les cantons et les communes à faire le geste nécessaire, au même titre que le programme «Jeunesse et Sport», qui est un succès.

Je vous demande donc d'adopter la proposition de la majorité, c'est-à-dire de soutenir l'initiative populaire «Jeunesse et musique».

Kunz Josef (V, LU): Bei aller Sympathie für die Jugend und die Musik beantrage ich Ihnen, die Initiative und den Gegenvorschlag abzulehnen.

Meines Erachtens gehört die Umsetzung dieses Anliegens in die Kompetenz der Kantone und der Gemeinden. In einem Grossteil der Kantone ist die musikalische Ausbildung von Jugendlichen hervorragend organisiert. Allein die Kantone wenden für diesen Zweck über 300 Millionen Franken auf. Rechnet man die Leistungen der Gemeinden und Privaten dazu, dürften für die musikalische Ausbildung der Jugendlichen schon heute über 500 Millionen Franken aufgewendet werden. Wenn hier durch den Bund eingegriffen wird, schmälert das die Hoheit der Kantone sowie Eigeninitiative und Eigenverantwortung von Gemeinden, Vereinen und Eltern. Zudem wäre es völlig verfehlt, allen Kindern musikalischen Unterricht vorzuschreiben – mit Kostenfolgen für den Bund zwischen 50 und 100 Millionen Franken.

Artikel 62 der Bundesverfassung verlangt, dass der Grundschulunterricht allen Kindern offensteht; das ist auch richtig so. Ebenso ermöglicht Artikel 69 der Bundesverfassung die Förderung der musikalischen Ausbildung von Jugendlichen. Der Bund kann also gemäss Bundesverfassung schon heute die musikalische Ausbildung von Jugendlichen fördern. Es ist also unnötig, einen neuen Verfassungsartikel zu schaffen, welcher den Bund zwingt, aktiv zu werden.

Setzen wir weiterhin auf die Eigeninitiative von Kantonen, Gemeinden und Vereinen, und lehnen wir die Initiative und den Gegenvorschlag ab mit dem Motto: Mit Musik geht alles besser, mit weniger Staat und mehr Eigenverantwortung wird es noch besser.

Schelbert Louis (G, LU): Das Anliegen der Volksinitiative «Jugend und Musik» ist bildungspolitischer Natur: Sie will einen Musikförderungsartikel in der Bundesverfassung. Musik ist Kultur, Musik macht Freude, und Musik kennt keine Altersgrenzen. Im Kern geht es hier um die Anerkennung der Bedeutung der musikalischen Bildung. Bildung, auch die musikalische Bildung, ist eine Staatsaufgabe. Viele Forschungsberichte unterstreichen die positive Auswirkung der Musik auf Gedächtnis, Mathematik, Sprach- und Sozialkom-

petenz. Die moderne Lernpsychologie ist vom hohen Stellenwert der Musikbildung überzeugt, sei es in Bezug auf die Persönlichkeitsentwicklung oder das Sozialverhalten, sei es in der Prävention von Entwicklungsproblemen in vielen Lernbereichen. Auch der Bundesrat anerkennt das in der Botschaft, Sie sehen es auf Seite 4.

Das Angebot der Musikschulen ist ein wichtiger Bestandteil einer Menschenbildung mit und für Kopf, Herz und Hand. Der Musikschulunterricht wirkt sich positiv auf die ganzheitliche Entwicklung der Lernenden aus. Es ist daher sehr erfreulich, dass sich die Mehrheit der vorberatenden Kommission für die Initiative und damit für die Förderung der musikalischen Bildung ausspricht. Musik ist bestimmt nicht minder wichtig als Sport, ein eigener Verfassungsartikel sicher angemessen.

Die Situation in den Kantonen ist aktuell sehr verschieden. Das hat seine Vor- und Nachteile. Alle Unterschiede kann und will die Initiative deshalb nicht beheben, aber sie will allen Kantonen einen gemeinsamen Rahmen vorgeben, und das gilt es zu unterstützen. Der Musikunterricht braucht eine gefestigte Zukunftsperspektive. Dafür sind nicht nur finanzielle Mittel nötig, sondern es braucht auch Gewissheit über die langfristige Qualitätssicherung. Diese entscheidet sich nicht zuletzt mit der Aus- und Weiterbildung der Musikschullehrpersonen.

Die Musikschulen kämpfen an vielen Orten mit grossen Problemen. Sie sind zu einem Teil nicht und zu einem andern Teil ungenügend in die Gesetzgebung einbezogen. Zeichnen sich finanzpolitische Probleme ab, gehören sie leider zu den ersten Einrichtungen, die mit Kürzungen und Abbau konfrontiert werden. Das wird der Bedeutung der musikalischen Bildung nicht gerecht, das stellt ihre Substanz in Frage, und bildungspolitisch ist es sicher verkehrt. Dem stellt sich die Initiative entgegen.

Die Initiative verlangt die Förderung der musikalischen Bildung, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, die Schaffung von Grundsätzen für den Musikunterricht und die Förderung musikalisch Begabter. Die Zuständigkeit für die konkrete Ausgestaltung des Musikunterrichts bleibt bei den Kantonen. Diverse Referenten haben jetzt das Gegenteil behauptet, der Text der Initiative ist diesbezüglich aber klar: Die Initiative fordert eine gemeinsame Verantwortung von Bund und Kantonen, das im Unterschied zu heute. Das verbessert die Chancen für jedes Kind und für alle Jugendlichen auf einen Zugang zur Musik. Die Initiative dient der Sicherung der Qualität von Unterricht und Ausbildung. Es lohnt sich, sich dafür einzusetzen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit der Kommission zu folgen.

Lang Josef (G, ZG): Dies ist eine besonders erfreuliche Initiative. Erfreulich ist, dass dank dieses Volksbegehrens Musik und musikalische Bildung überhaupt zum Thema gemacht werden. Erfreulich ist weiter, dass die Initiative eine wichtige Stütze unserer Zivilgesellschaft ins Rampenlicht rückt: all die musikalischen Vereine, Gesellschaften und Verbände. In ihnen wurde ein Grossteil der 153 626 gültigen Unterschriften gesammelt.

Die Musik ist für die Entwicklung von Jugendlichen nicht weniger wichtig als der Sport. Deshalb soll die musikalische Bildung dem Schulturnen gleichgestellt werden. Musikalische Bildung hat eine grosse Bedeutung für die seelische und geistige Entwicklung von Kindern und Jugendlichen sowie, im Hinblick auf das lebenslange Lernen, von uns Erwachsenen.

Grundsätzlich bestreitet das niemand. Auch der Bundesrat weist in seinem «Bericht zur musikalischen Bildung in der Schweiz» aus dem Jahr 2005 auf die Wichtigkeit der Musik und auf die bestehenden Defizite hin. Musik wird heute im obligatorischen Schulunterricht allzu häufig mit zu wenig Ernsthaftigkeit und Professionalität vermittelt. An den pädagogischen Hochschulen wird das Fach Musik nur als Wahlfach angeboten.

Nicht in allen Kantonen sind Musikschulen in den Bildungsgesetzgebungen verankert. Solange Musikschulen vor dem Gesetz nicht als Bildungsinstitutionen anerkannt sind, wird

ihre finanzielle Unterstützung mit öffentlichen Mitteln politischer Willkür ausgeliefert sein. Immerhin gibt es heute in der Schweiz gegen vierhundert öffentlich-rechtliche Musikschulen. Gerade im Zusammenhang mit den Auseinandersetzungen um das Schulturnen weiss ich als Berufsschullehrer, wie wichtig eine verbindliche Bundesbestimmung ist.

Warum soll die Frage der kantonalen Kompetenz bei der Musik ein grösseres Problem sein als beim Sport? Zudem: Die Volksinitiative «Jugend und Musik» nimmt den Kantonen nichts weg; sie will sie bloss dazu bewegen, ihre Verantwortung gegenüber der musikalischen Bildung ernst zu nehmen, auch an den Fachschulen, und die Gemeinden der häufig wackligen Zuständigkeit für die ausserschulischen musikalischen Bildungsangebote zu entheben.

Kollega Föhn hat in seinem Votum gesagt, «Jugend und Sport» habe eine ganz andere Geschichte als «Jugend und Musik». Mit dieser Aussage hat er noch mehr Recht, als er selber beansprucht. Unsere Zivilisation hatte an ihrer Wiege zwei Modelle: Das spartanische setzte den Sport über die Musik, das athenische stellte Musik und Sport gleich. Athen oder Sparta? Das ist hier die Frage.

Unterstützen Sie den neuen Verfassungsartikel «Musikalische Bildung».

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Unser Föderalismus darf nicht zu Benachteiligungen von Kindern und Jugendlichen führen. Das gilt insbesondere beim Zugang zu Leistungen, die etwas kosten. Beim Sport hat man das längstens begriffen. Früher, in meiner Jugend, gab es VU, also Vorunterrichts-Angebote; manchmal sogar für Mädchen. Der Zugang war einfach und gratis. Heute ist das im Sport auch so dank «Jugend und Sport».

Bei der Musik war und ist das anders. Der Zugang war zu meiner Zeit zufällig und längst nicht für alle Kinder offen. Bei mir war es mein Primarlehrer, der mir und andern Kindern ab der ersten Klasse Blockflötenunterricht für einen Franken pro Stunde erteilte, was ich während neun Jahren sehr genossen habe. Andere Kinder hatten vielleicht einen Vater, der in der Musikgesellschaft war, und profitierten so von einem Zugang zum Musikunterricht. Heute gibt es den Weg über die Musikgesellschaften immer noch – hier die Offenlegung meiner Interessen: Ich war jahrelang Mitglied einer Blasmusik und bin heute noch Fahnengotte einer solchen.

Die Musikgesellschaften und ihr Angebot, diesen Weg gibt es immer noch. Die Musikschulen gibt es heute in institutionalisierter Form, nicht mehr nur wegen initiativer Lehrpersonen. Aber der Zugang ist nicht so einfach wie beim Sport. Insbesondere sind die Kosten für eine mehrköpfige Familie kaum tragbar. Wir wissen aber, und es ist heute schon mehrfach gesagt worden: Für uns Menschen sind Sport und Musik wichtig, aber das Angebot ist unterschiedlich. Wieso ist das so? Ich habe eine Vermutung, und ich hoffe sehr, dass Sie mit einem Ja zur Initiative meine Vermutung widerlegen. Der VU mit seiner sportlichen Ausbildung der jungen Leute war der erste Schritt zu körperlich fitten Soldaten. Deshalb spielte dort der Bund die Hauptrolle und nicht die Kantone. Dies wurde dann auf «Jugend und Sport» übertragen, zu Recht. Worauf wird man mit einer musikalischen Ausbildung vorbereitet? Auf ein friedliches, sinnerfülltes gemeinschaftliches Leben. Dahinter soll der Bund nicht stehen, das soll dem Kantonalgeist überlassen sein?

Das kann nicht Ihr Ernst sein; machen Sie den gleichen Schritt wie beim Sport, schauen Sie, dass nicht der Kantonalgeist überwiegt, gewähren Sie allen Kindern und Jugendlichen dieselben Voraussetzungen, sagen Sie Ja zu dieser Initiative.

Glanzmann-Hunkeler Ida (CEg, LU): Vor einigen Tagen haben wir hier im Nationalrat über die Sportförderung debattiert. Heute diskutieren wir über die Förderung der musikalischen Bildung. Ich unterstütze die vorliegende Initiative und finde ihre Forderungen ebenso wichtig, denn es sind genau diese Bereiche, Musik und Sport, die den jungen Menschen eine sinnvolle Beschäftigung bieten und mit denen wir Ju-



gendliche unterstützen können, ohne dass wir in riesige Präventionskampagnen investieren müssen.

Ich selber bin kein musikalisches Talent, engagiere mich aber seit einigen Jahren bei der Organisation des Schweizerischen Wettbewerbes für Drummer und Perkussionisten. Dies ist ein Nachwuchswettbewerb, bei dem sich vor allem Jugendliche in einem fairen Wettbewerb messen. Der Wettbewerb umfasst verschiedene Kategorien, von Drum-Sets bis hin zu klassischen Perkussionsinstrumenten. Bei einem solchen Wettbewerb wird gerade den Jugendlichen – und oft auch den Eltern – klar, wie wichtig eine gute musikalische Grundausbildung ist und dass ein Erfolg nur möglich ist, wenn zum Üben eine gute Betreuung und fachliche Unterstützung kommen. Es sind die Musikschullehrerinnen und Lehrer, die dazu beitragen, dass die Jugendlichen mit viel Engagement einen grossen Teil ihrer Freizeit einsetzen und schlussendlich auch an einem Wettbewerb teilnehmen.

Mir ist es wichtig, dass alle Jugendlichen die Möglichkeit haben, eine gute musikalische Ausbildung zu erhalten. Diese Grundlagen werden in den Musikschulen gelegt und können zu Erfolg führen, wenn wir dort die Professionalität unterstützen. Übrigens werden Grundsteine für spätere musikalische Karrieren wirklich schon sehr früh gelegt. Ich denke hier an einige Drummer, die mal an unserem Wettbewerb teilgenommen haben und später Karriere bei bekannten Bands gemacht haben, wie z. B. Yann Roullier, der als Schlagzeuger Gründungsmitglied von «Core 22» war; Alexander Balajew, der Drummer von «Plüschi», oder Massimo Buonanno, der in Boston Musik studiert und bekannte Musiker begleitet hat. Verschiedene Teilnehmerinnen und Teilnehmer, die ihre Musikstudien in der Schweiz abgeschlossen haben, unterrichten heute zum Teil selber wieder an Konservatorien oder an Musikschulen.

Ich unterstütze die Initiative sowie den Gegenentwurf. Bildung und Weiterbildung in der Musik soll allen Kindern und Jugendlichen zugänglich sein. Musikalisch Begabte sollen bei der Entfaltung ihrer Talente entsprechende Unterstützung erhalten.

Was wir in die musikalische Bildung investieren, muss später nicht in teure Präventionskampagnen gegen Drogen und Alkohol investiert werden. Musik ist für Kinder und Jugendliche wichtig, und gute Musik ist für unsere Gesellschaft ein Genuss. Setzen wir darum heute – und auch morgen – mit einem Ja ein Zeichen für die musikalische Bildung in der Schweiz.

Graber Jean-Pierre (V, BE): L'initiative populaire «Jeunesse et musique» obéit à des motivations nobles et légitimes. Il est louable de vouloir favoriser l'accès à la musique pour la jeunesse. Il est aussi vrai que la musique occupe une place éminente dans notre société. La musique correspond à une aspiration humaine fondamentale. Elle répond à des besoins aussi bien individuels que collectifs, elle existe depuis les temps les plus anciens. Elle est simultanément création artistique, représentation du monde, révélatrice de valeurs et de sentiments ainsi que mode de communication. Les diverses expressions musicales prodiguent gaieté, entrain, ambiance et parfois solennité aux fêtes et aux cérémonies. Elles amplifient nos réjouissances et nous aident à mieux supporter certains moments de tristesse. Leurs fonctions sociales sont aussi précieuses qu'indispensables.

Il est dès lors compréhensible que les associations musicales de notre pays, regroupant 600 000 membres, aient pu recueillir près de 154 000 signatures en faveur de leur initiative. Est-il pour autant opportun que nous inscrivions dans notre Constitution un nouvel article 67a qui requière de la Confédération qu'elle fixe notamment les principes applicables à l'enseignement de la musique à l'école? Nous ne le pensons pas, et ce pour trois raisons fondamentales.

Premièrement, selon l'article 69 alinéa 2 de la Constitution fédérale, la Confédération peut, aujourd'hui déjà, promouvoir les activités culturelles ayant un intérêt national et encourager l'expression artistique et musicale, en particulier par la promotion de la formation. En délibérant sur la mise à jour de la Constitution fédérale adoptée en 1999, les Chambres

fédérales ont elles-mêmes décidé de conférer à la Confédération la compétence explicite d'encourager l'expression artistique et musicale, notamment sous l'angle de la promotion de la formation à ces activités. La compétence ainsi accordée à la Confédération présente toutefois un caractère parallèle, partiellement facultatif et subsidiaire, ce qui la rend compatible avec la compétence primaire des cantons dans le domaine de la culture.

Ainsi, la Confédération dispose déjà de l'ancrage constitutionnel qui lui permettrait d'atteindre les objectifs importants figurant dans l'initiative populaire «Jeunesse et musique». Il est vrai que cette compétence présente un caractère facultatif, mais une simple initiative parlementaire, acceptée par les deux chambres, pourrait contraindre la Confédération à réaliser quelques-uns des buts essentiels du texte soumis à notre appréciation.

Deuxièmement, la claire disposition de l'initiative populaire «Jeunesse et musique», qui oblige la Confédération à fixer des principes applicables à l'enseignement de la musique à l'école, nous semble entrer en contradiction avec l'article 62 alinéa 1 de la Constitution fédérale, dont la teneur limpide est la suivante: «L'instruction publique est du ressort des cantons.» Le nouvel article 67a alinéa 1 constitue une atteinte à la souveraineté des cantons et, par conséquent, à la portée de notre fédéralisme. Dans notre pays, le fédéralisme intrinsèque, dont nous prétendons souvent qu'il pourrait inspirer l'Union européenne, s'affaiblit constamment et se vide de sa substance originelle pour se muer en fédéralisme d'exécution et de coopération. De politique qu'il était, le fédéralisme devient de plus en plus administratif. Il n'est pas forcément souhaitable d'accélérer et d'amplifier cette évolution certes irréversible mais regrettable à bien des égards.

Troisièmement, le projet Harmos aboutira, pour l'école obligatoire, à une unification des plans d'études au niveau des régions linguistiques. Pour la Suisse alémanique, le «Lehrplan 21» intègre expressément la musique comme branche d'enseignement en lui réservant 6,3 pour cent de l'ensemble des leçons. Le plan d'études romand va dans le même sens. Au niveau du secondaire II, presque tous les gymnases offrent à leurs élèves les arts visuels et la musique comme options spécifiques. L'acceptation de l'initiative populaire «Jeunesse et musique» pourrait interférer négativement sur la mise en place d'Harmos et menacer les subtils équilibres qui caractérisent les plans d'études du secondaire II.

Puisse la musique continuer à bercer nos âmes, mais puisse aussi notre Constitution fédérale continuer à satisfaire les exigences de cohérence, de rationalité et d'ordre pour nos esprits!

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Sie haben es gehört: Wer heute gegen die Initiative antritt, argumentiert zum einen vor allem mit den Kosten und zum anderen mit der Subsidiarität gegenüber dem familiären Engagement bzw. dem Engagement der Kantone. Wie wäre es, wenn wir den Nutzen der musikalischen Bildung in den Vordergrund stellen würden?

Musik ist ein wichtiger Teil unserer volkswirtschaftlichen Wertschöpfung. Die Kreativwirtschaft trägt 4 bis 5 Prozent des Bruttoinlandproduktes bei, über 5 Prozent der Beschäftigten arbeiten in diesem Sektor, und die Musikwirtschaft ist der zweitwichtigste Bereich der Kreativwirtschaft. Ein wichtiger volkswirtschaftlicher Bereich wird mit der Initiative unterstützt. Dies zum Ersten.

Zum Zweiten: Die Musik ist kulturpolitisch zentral. Können Sie sich eine Bundesrätin-Feier ohne musikalische Begleitung, eine Messe ohne Orgelmusik oder eine Beerdigung ohne musikalische Begleitung vorstellen? Die Musik ist Teil unseres kulturellen Selbstverständnisses, und dazu tragen vor allem auch die Laienmusikvereine bei.

Zum Dritten: Musik ist bildungspolitisch wichtig. Heute ist allgemein anerkannt, dass mit der musikalischen Bildung die kognitiven, motorischen und sozialen Fähigkeiten der Menschen gefördert werden.

Es fragt sich nun: Wenn die Musik wirtschaftlich, kulturpolitisch und erziehungspolitisch so wichtig ist, wie steht es mit

unserer musikalischen Bildung? Ist es so, dass die Kantone alle Bedürfnisse abdecken? Nein. Mindestens drei Defizite sind auszumachen, und das müssen auch die Gegnerinnen und Gegner der Initiative zur Kenntnis nehmen. Die Fachausbildung für Lehrpersonen ist ungenügend; Musik ist kein obligatorisches Fach an den pädagogischen Fachhochschulen. Im Fach Musik gibt es in der Volkshochschule keine Vorgabe für Minimalkompetenzen des Lehrpersonals und keine Bildungsstandards. Das ist doch unhaltbar! Im Weiteren ist der Zugang zum ausserschulischen Musikunterricht von Kanton zu Kanton und von Gemeinde zu Gemeinde unterschiedlich, und das auch im sogenannten Vorbildkanton Baselland, aus dem ich komme. Für viele ärmere Familien ist der Instrumentalunterricht unbezahlbar. Das muss auch Herr Noser zur Kenntnis nehmen! Denn das bedeutet eine faktische Zugangssperre für ärmere Familien, und das wiederum steht im krassen Widerspruch zum Verfassungsauftrag der Chancengleichheit.

Genau bei diesen Defiziten setzt die Initiative an: Sie verlangt, dass der Bund Grundsätze für den Musikunterricht an den Schulen, für den Zugang der Jugend zum Musizieren und für die Begabtenförderung festlegt. Denn auch bei der Begabtenförderung haben wir grosse Lücken: Die Förderung musikalisch Begabter ist dem Zufall und vor allem den Privaten überlassen.

Herr Mörgeli und jetzt auch Herr Gruber haben geltend gemacht, die Initiative stünde im Widerspruch zu unserem Bildungsartikel, zur Bildungsverfassung. Das stimmt nicht. Ich verweise auf die Gutachten von Professor Rainer Schweizer, der klar dargelegt und schlüssig aufgezeigt hat, dass die Initiative integral in die Bildungsverfassung passt. Sie stellt auch das Prinzip der Kantone in der Bildung nicht infrage. Es ist klar, dass wir die Analogie zum Sport suchen. Wir haben einen Verfassungsartikel zur Sportförderung, wir haben ein Sportförderungsgesetz, und wir haben beschlossen, dass die Kantone drei Turnstunden anbieten müssen. Dass die sportliche Ertüchtigung zur guten Ausbildung gehört, stellt in diesem Saal niemand infrage; darum kümmern sich eben nicht nur die Kantone, sondern auch der Bund. Wieso soll das nicht auch für die musikalische Bildung der Kinder und Jugendlichen gelten? Herr Roberto Schmidt hat Nietzsche zitiert: Ein Leben ohne Musik sei ein Irrtum. Zu ergänzen wäre: Bildung ohne Musik ebenso.

Deshalb bitte ich Sie, sagen Sie Ja zur Volksinitiative «Jugend und Musik». Mit dieser Initiative wird die musikalische Bildung zum politischen Auftrag für das ganze Land.

Dafür möchte ich hier und jetzt auch einen Dank aussprechen: einen Dank dem Schweizer Musikrat, einen Dank den vielen Laienmusikvereinen, einen Dank den Kämpferinnen und Kämpfern für diese Initiative. Sie sitzen zum Teil auf der Tribüne und hören unserer Debatte zu. Ich danke vor allem der Präsidentin unseres Komitees, FDP-Ständerätin Christine Egerszegi, für ihr grosses Engagement, und Ihnen für die Unterstützung der Initiative.

Weber-Gobet Marie-Thérèse (G, FR): In der ersten Woche dieser Session hat unser Rat das Sportförderungsgesetz zu Ende beraten und die Vorlage mit 152 zu 2 Stimmen angenommen. Unter anderem will unser Rat an der Bundeskompetenz im Bereich Sport in der Schule festhalten – Stichwort: Drei-Stunden-Obligatorium. Ich zitiere aus dem Einleitungstext zur Botschaft zum Sportförderungsgesetz: «Der gesellschaftliche Nutzen von Sport und Bewegung ist politisch anerkannt und wissenschaftlich nachgewiesen. Sport vermittelt Lebensfreude und trägt zur Lebensqualität bei. Bewegung und Sport leisten wichtige Beiträge zur Gesundheit, ganzheitlichen Bildung, Entwicklung kognitiver Fähigkeiten, sozialen Kompetenz und Integration.»

Dieses Zitat könnte man eins zu eins auf den Bereich der Musik übertragen, ausser dass Musik noch um mehr politische Anerkennung ringt. Die vorliegende Initiative ist Ausdruck davon. Musik ist, zusammen mit dem Sport, die bedeutendste Freizeitaktivität der Jugendlichen. Musik beinhaltet – bei einer intensiven Betätigung – eine reiche, ganzheitliche Verbindung von Kognitivem, Emotionalem, Sozialem

und Körperbezogenem; wir haben es heute schon mehrfach gehört. Das sind gute Gründe, der Musik den gleichen Stellenwert wie dem Sport und anderen Schulfächern einzuräumen.

Was spricht dagegen, der Musik einen angemessenen Stellenwert in der Bildungslandschaft zuzugestehen? Was spricht dagegen, das Musizieren zu einem Kulturgut zu machen, das allen zugänglich sein muss? Machen wir einen Schritt vorwärts, und verankern wir die Musikbildung in der Bundesverfassung, analog zum Auftrag der Sportförderung in Artikel 68 der Bundesverfassung. Die musikalische Bildung in der Schule, im ausserschulischen Bereich und bei der Förderung von Begabten wird damit in diesem Land einen höheren Stellenwert bekommen.

Ein Wort zur musikalischen Bildung in der Schule: Die Initiative verlangt unter anderem die Ausbildung von genügend Fachlehrpersonen. Die Bildungshoheit der Kantone bleibt unangefochten, weil die Ausgestaltung unverändert durch den Lehrplan 21 vorgegeben sein wird. Die erfolgreiche Umsetzung des Lehrplans 21 wird davon abhängig sein, ob genügend qualifizierte Fachlehrpersonen zur Verfügung stehen.

Für die Fachhochschulen sind laut Artikel 63a der Bundesverfassung Bund und Kantone gemeinsam verantwortlich. An den Berufsschulen besteht heute für den Musikunterricht eine Zugangssperre, die durch die Initiative aufgehoben würde.

Zum ausserschulischen Bereich: Die zum Teil hohen Kosten für musikalische Bildung erzeugen eine Zugangssperre, wie sie kein anderer Bereich im Bildungswesen der Schweiz kennt. Die Forderung nach Chancengleichheit gemäss Artikel 2 Absatz 3 der Bundesverfassung wird dadurch missachtet. Das muss sich ändern. Die Tatsache, dass Chancengleichheit fehlt, haben Sie, Kollege Noser, in ihrem Votum bestätigt: Sie sagten: «Das ist auch ein Grund, warum dieser Unterricht im Moment nicht unentgeltlich ist: Man will sich die Unterstützung sichern.» Und jetzt kommt der entscheidende Satz: «In fortschrittlichen Gemeinden oder Kantonen gibt es im Übrigen einen Sozialtarif.» Eben nur in fortschrittlichen Gemeinden; man müsste vielleicht besser sagen: eben nur in finanziell günstigeren Gemeinden.

Es lebe der Sport, es lebe die Musik – sie sind unverzichtbare Ergänzungen zu unserer kopflastigen Welt. Stärken wir die Musik in diesem Land, wie wir es auch beim Sport getan haben. Zeigen Sie Musikgehör für die Anliegen der Initianten!

Ich lade Sie ein, nicht dem Bundesrat, sondern der Mehrheit Ihrer vorberatenden Kommission zu folgen und die Initiative Volk und Ständen zur Annahme zu empfehlen.

Moser Tiana Angelina (CEg, ZH): Wir Grünliberale unterstützen den Minderheitsantrag, sowohl den Gegenvorschlag als auch die Volksinitiative «Jugend und Musik» zur Annahme zu empfehlen.

Der gesellschaftliche Wert der Musik und des Musikunterrichts ist auch für uns Grünliberale unbestritten. Zu einer ganzheitlichen Bildung gehört zwingend ein qualitativ hochstehender Musikunterricht. Die Breitenwirkung des Musikunterrichts ist bewiesen; wir haben das heute schon verschiedentlich gehört. Musikalische Förderung von Kindern wirkt sich positiv auf die mathematischen und sprachlichen Fähigkeiten aus; im Rahmen der Pisa-Studien schneiden jeweils diejenigen Länder besonders gut ab, die auch einen hohen Musikunterrichtsanteil aufweisen.

Ein Musikunterricht, der hohen qualitativen Ansprüchen gerecht wird, hat selbstverständlich einen unverkennbaren, ja elementaren kulturellen Wert. Dabei reicht es nicht, einfach gemeinsam ein paar Lieder zu singen, auch wenn das sehr wichtig und schön ist; vielmehr erfordert die Erfassung der Weite und Tiefe von Musik eine fundierte Ausbildung. Erst eine fundierte Ausbildung ermöglicht die Wahrnehmung von und den Umgang mit musikästhetischer Vielfalt. Eine solche musikalische Bildung kann nur von Lehrpersonen vermittelt werden, die eine entsprechende Qualifikation haben. Insbesondere hier bestehen aber offensichtliche Mängel. Heute



kann jeder Lehrer auf der Stufe Vorschule, Primar- oder Sekundarschule wählen, ob er sich im Fach Musik ausbilden lassen will oder eben nicht. Es ist somit dem Zufall überlassen, ob ein Schüler oder eine Schülerin im Fach Musik von einer ausreichend qualifizierten Person unterrichtet wird. Ein Hauptziel der Initiative ist somit eine qualitative Verbesserung des Musikunterrichts. Mittel dazu ist etwa die Festlegung von Standards für den Unterricht und von Eckwerten für die Ausbildung von Lehrkräften. In beiden Bereichen ist der Handlungsbedarf anerkannt. Das hat nicht nur der Musikbildungsbericht 2005 aufgezeigt, sondern kam auch in den Hearings klar zum Ausdruck.

Der Zugang zur Musik ist keine Selbstverständlichkeit, sondern muss vermittelt werden. Wenn Kinder und Jugendliche den Zugang zur Musik finden, Freude daran haben und sie als Hobby weiterbetreiben, dann ist das aus gesellschaftlicher Sicht eine überaus sinnvolle Freizeitbeschäftigung und kann nur begrüßt werden. Das gilt für die Musik genau gleich wie für den Sport. Gerade bildungsferne Junge haben aber diesen Zugang oft nicht. Im Sinne einer ganzheitlichen Bildung soll ihnen die Schule diesen Zugang ermöglichen. Dafür braucht es minimale Standards, insbesondere was die Ausbildung der Lehrkräfte anbelangt.

Ein weiteres anerkanntes Defizit sehen wir in der Begabtenförderung. Die Begabtenförderung im musikalischen Bereich ist in der Schweiz heute weitgehend unbefriedigend. Hier kann die Initiative ebenfalls Abhilfe schaffen. Die Kantone bemühen sich zwar, all diese Mängel zu beheben, eine Lösung zeichnet sich aber in absehbarer Zeit nicht ab. Grundsätze auf Bundesebene vermögen hier auch die Bemühungen der Kantone zu unterstützen.

Zudem ist eine kostenneutrale Umsetzung der Initiative möglich und wird von uns Grünliberalen auch vorausgesetzt. Die Initiative als solche hat keine finanziellen Konsequenzen. Mögliche finanzielle Implikationen stehen primär im Zusammenhang mit den vorgeschlagenen Massnahmen des Initiativkomitees und sind nicht direkt Bestandteil des Initiativtextes. Da wir die ordnungspolitischen Bedenken des Bundesrates als durchaus berechtigt erachten, jedoch gleichzeitig den Handlungsbedarf klar anerkennen, unterstützen wir den Minderheitsantrag, der sowohl die Initiative wie auch den Gegenvorschlag zur Annahme empfiehlt.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr
La séance est levée à 19 h 00*